

IATF 2025

Les premiers pas
d'une nouvelle
Afrique

Lire l'article de A. Z. page 3

Le Quotidien

Edition Nationale d'Information

D'ORAN

Notre supplément
AUTOUR
DU MONDE
Avec la
collaboration de
P. 8 & 9

PROJECT
SYNDICATE
AN ASSOCIATION
OF NEWSPAPERS
AROUND THE WORLD

Pourquoi les hommes
forts populistes
aiment-ils les taux
d'intérêt bas

SEBNEM
KALEMLI-ÖZCAN

Professeur d'économie à l'université
Brown et directeur du Global Linka-
ges Lab, a été conseiller politique
principal au Fonds monétaire interna-
tional et économiste principal pour le
Moyen-Orient et l'Afrique du Nord à
la Banque mondiale.

La révolution de la politique
monétaire de la BCE

PAR MARCEL
FRATZSCHER

Marcel Fratzscher, ancien haut
responsable de la Banque centrale
européenne, est président du groupe
de réflexion DIW Berlin et professeur
de macroéconomie et de finance
à l'université Humboldt de Berlin.

Les compromis de
la réglementation de l'IA

PAR RAGHURAM
G. RAJAN

Ancien gouverneur de la Reserve Bank
of India et économiste en chef du Fonds
monétaire international, est professeur
de finance à la Booth School of Business
de l'université de Chicago

Repenser le financement
des océans

CLAUDIO
DE SANCTIS

Claudio de Sanctis est directeur de la
banque privée et membre du conseil
d'administration de la Deutsche Bank.

RÉÉLECTION DU
PRÉSIDENT TEBBOUNE
Une année charnière
de réalisations
économiques P. 2

ALGÉRIE-MOZAMBIQUE

Six accords et mémorandums
d'entente signés P. 3

L'armée sioniste
tente de déplacer
de force les
habitants de Ghaza

Lire l'article de Mohamed Mehdi page 2

L'armée sioniste tente de déplacer de force les habitants de Ghaza

Mohamed Mehdi

Samedi 700^e jour de l'agression sioniste contre la population civile de Ghaza et 6 mois (189 jours) de siège total de l'enclave, l'armée génocidaire d'Israël poursuit ses massacres contre les femmes, les enfants, et les personnes à la recherche d'aides alimentaires.

Le rapport statistique publié, hier, par le ministère de la Santé, fait état de 430 victimes lors des précédentes 24h (vendredi), dont 68 martyrs (dont les restes de 8 corps retrouvés sous les décombres) et 362 blessés transférés vers les hôpitaux de Ghaza, portant à 64.368 martyrs et 162.367 blessés, le nombre total de victimes palestiniennes depuis le 7 octobre 2023. Le bilan des victimes depuis la reprise des bombardements, le 18 mars 2025, passe à 11.828 martyrs et 50.326 blessés.

En outre, durant la même période, les tirs de l'armée d'occupation et des agents de la fondation américaine «GHF» ont fait 23 martyrs et 143 blessés devant les «centres d'aide» israélo-américains, portant le nombre total des victimes parmi les demandeurs d'aide alimentaire à 2.385 martyrs et 17.577 blessés.

Par ailleurs, le ministère a fait état du décès de 6 personnes, dont un enfant, portant le nombre total de victimes de la famine et de la malnutrition, imposée par Israël avec le soutien des Etats-Unis, à 382 martyrs, dont 135 enfants.

Le ministère précise que depuis l'annonce, par l'IPC, de la famine à Ghaza, le nombre de décès de cette catégorie a atteint 104 martyrs, dont 20 enfants.

L'armée génocidaire continue ses bombardements sur l'ensemble de l'enclave assiégée, en particulier sur Ghaza-ville où ils sont d'une plus grande intensité ciblant des tours d'immeubles et les zones surpeuplées environnantes.

Hier, un bilan provisoire établi par des sources hospitalières, depuis l'aube jusqu'à 16h (localement), fait état d'au moins 41 martyrs, dont 25 dans la ville de Ghaza et 6 parmi les demandeurs d'aide alimentaire dans le centre et le sud de l'enclave, et plusieurs autres à Khan Younes.

Le complexe médical Nasser a fait état, de son côté, de 3 martyrs lorsqu'un drone israélien a bombardé des Palestiniens rue Jamal Abdel Nasser, dans le centre de Khan Younes, et d'un martyr et de plusieurs blessés dans le bombardement d'un véhicule civil dans le quartier d'Al-Mawasi, au nord-ouest de la ville.

Toujours à Al-Mawasi, deux martyrs et plusieurs blessés ont été signalés suite au bombardement israélien d'une tente de personnes déplacées, une région déclarée «zone sécurisée» par l'armée sioniste. Le correspondant d'Al Jazeera a rapporté aussi un bombardement israélien d'un immeuble résidentiel dans le quartier autrichien, en face de l'hôpital de campagne jordanien, à l'ouest de Khan Younes.

PLUS DE 90% DES INFRASTRUCTURES DÉTRUITES EN 700 JOURS

Dans un bilan des 700 jours de guerre génocidaire sur Ghaza, publié hier, le Bureau des médias du gouvernement de Ghaza estime que les bombardements de l'armée sioniste ont mené à «la destruction quasi totale de 90% des infrastructures et des pertes dépassant 68 milliards de dollars», ajoutant que «l'occupation contrôle plus de 80% de la bande par la force militaire et les déplacements forcés».

En 700 jours (23 mois), l'occupation a commis des centaines de «massacres ayant entraîné le martyre et la disparition de 73.731 personnes, dont plus de 20.000 enfants et 12.500 femmes», ayant quelques «2.700 familles de l'état civil», et tuant «1.670 membres du personnel médical, 248 journalistes, 139 membres de la protection civile et 173 employés municipaux», en «plus de 162.000 blessés, dont des milliers d'amputations, de paralysies et de cécités», lit-on dans le bilan.

Les bombes et les missiles fournis par les Etats-Unis ont permis également la destruction de «38 hôpitaux, 833 mosquées et 163 établissements d'enseignement, endommageant gravement des milliers d'autres institutions».

PLAN DE DÉPLACEMENT FORCÉ DES HABITANTS DE GHAZA-VILLE

Dans un autre communiqué, le Bureau des médias du gouvernement a expliqué que le ciblage des immeubles et tours d'habitation de la ville de Ghaza par l'occupation israélienne a pour but de déplacer par la force les habitants de la région vers le sud de l'enclave qui compte déjà plus d'un million de personnes déplacées.

Le document explique que la ville de Ghaza «compte 51.544 immeubles et tours d'habitation», réfutant les allégations mensongères de l'armée génocidaire sioniste qui affirme, pour justifier la destruction de ces immeubles, «en alléguant à tort la présence d'activités militaires de la résistance», note le communiqué.

«Nous affirmons que la résistance n'opère pas du tout depuis ces tours résidentielles et qu'elles sont totalement dépourvues de tout équipement, armement ou fortification, que tous les étages sont exposés et visibles», lit-on dans la déclaration. La déclaration note que «les frappes aériennes sur les tours ont visé directement des bâtiments civils et des milliers de tentes abritant des personnes déplacées, sans aucune justification militaire légitime». Rappelons que depuis le début de la guerre génocidaire lancée à Ghaza, avec le soutien des Etats-Unis et de l'Union européenne, l'entité sioniste avance toujours les mêmes «arguments», à savoir la «présence d'activités militaires», pour justifier ses carnages en ciblant des populations civiles dans les hôpitaux, les écoles, les mosquées, et les tentes de personnes déplacées.

Réélection du président Tebboune Une année charnière de réalisations économiques

Depuis sa réélection à la magistrature suprême en septembre 2024, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a placé la première année de son deuxième mandat sous le signe des grandes réalisations économiques et sociales, concrétisées par la réception de projets structurants traduisant la volonté de bâtir une économie nationale forte et résiliente, à même de hisser l'Algérie au rang des pays émergents.

Au cours de cette période, plusieurs projets stratégiques ont été inaugurés par le président de la République dans divers secteurs, renforçant les acquis nationaux et le poids économique du pays, et ce, malgré un contexte international et régional marqué par de fortes incertitudes.

Parmi les réalisations phares figurent les grandes usines de dessalement d'eau de mer, destinées à sécuriser l'approvisionnement en eau potable de plusieurs wilayas et à faire face au stress hydrique.

Quatre infrastructures majeures ont ainsi été réceptionnées dans les wilayas d'El Tarf (Koudiet Eddraouche), de Boumerdes (Cap Djinet), de Tipasa (Fouka) et d'Oran (Cap Blanc), chacune dotée d'une capacité de production de 300.000 mètres cubes/jour, auxquelles s'ajoutera une grande usine à Bejaia et dont les travaux sont achevés.

Réalisées en un temps record par des compétences nationales et des technologies de pointe, ces usines sont considérées par le président de la République comme une véritable «fierté pour l'Algérie victorieuse».

Dans le domaine des infrastructures, de nouveaux acquis ont été également enregistrés, notamment avec la mise en service de lignes ferroviaires dans les

wilayas du Sud, destinées à relier les zones minières stratégiques aux ports du Nord et à stimuler le développement territorial, tout en favorisant l'émergence de corridors logistiques régionaux en direction des pays voisins.

La ligne ferroviaire Béchar-Abadla, sur une distance de 100 km, inaugurée en avril 2025 par le président de la République, s'inscrit dans le grand projet reliant Béchar à la mine de fer de Gara Djebilet, sur près de 1.000 km.

L'achèvement de cet axe ferroviaire en 2026 devra permettre l'exploitation de ce gisement majeur, qui recèle plus de 3,5 milliards de tonnes de minerai de fer, et ouvrira des perspectives économiques considérables pour le pays.

Le chef de l'Etat, lors de sa visite dans la wilaya de Béchar a également donné le coup d'envoi des travaux du projet de complexe de production de concentré et de boulettes de minerai de fer dans la région de Toumiat, intégré dans le cadre du projet d'exploitation de la mine de Gara Djebilet.

UNE ACTION PRÉSIDENTIELLE ORIENTÉE VERS L'ÉQUILIBRE ÉCONOMIQUE ET LA DIMENSION SOCIALE

En matière de finances publiques, l'action tracée par le président de la République a permis de maintenir des indicateurs macroéconomiques positifs, notamment la préservation des réserves de change, la stabilité monétaire et le financement des projets structurants, tout en maintenant les transferts sociaux et en évitant le recours à l'endettement extérieur. Les objectifs fixés visent une croissance économique de 4,5% en 2025, dont 5% hors hydrocarbures, et un relèvement des exportations hors hy-

drocarbures à 10 milliards de dollars, alors que le produit intérieur brut (PIB) devrait atteindre près de 280 milliards de dollars.

Sur le plan social, le président de la République a veillé à mettre en œuvre un vaste programme de logements, à procéder à la revalorisation des salaires et à accorder une attention particulière à la sécurité alimentaire, considérée comme un axe stratégique et qui s'est concrétisée, pour la première fois depuis des décennies, par l'autosuffisance totale en blé dur en 2025.

Le développement du tissu national de startups bénéficie également d'un suivi soutenu, avec près de 8.000 entreprises recensées cette année et un objectif de 20.000 d'ici 2029, appuyé par une série de mesures incitatives en faveur de l'innovation et de l'entrepreneuriat des jeunes.

Sur le plan externe, l'agenda du président de la République a été particulièrement dense, marqué par des visites officielles en Mauritanie, au Sultanat d'Oman, en Slovaquie et en Italie. Ces déplacements, conjugués à l'accueil de nombreux chefs d'Etat et de gouvernement à Alger, ont permis la conclusion d'accords de partenariat stratégiques, confortant la place de l'Algérie sur la scène régionale et internationale.

L'ensemble de ces acquis, enregistrés en l'espace d'une année seulement depuis la réélection du président M. Abdelmadjid Tebboune, traduisent une détermination politique affirmée à construire une économie forte, équilibrée et durable, répondant aux aspirations légitimes des citoyens et renforçant la position de l'Algérie comme acteur influent dans son environnement régional et international.

ANALYSE

Mustapha Aggoun

Face aux défis

Tump a annoncé qu'il réunit de nouveau le G20 en 2026. En Europe, malgré des fractures profondes entre

États membres, l'Union continue d'afficher une volonté de bloc solidaire : elle sait que sa survie passe par sa capacité à se présenter unie face aux crises mondiales. De leur côté, les pays du Golfe, sous forte pression américaine, entretiennent une union de façade, fragile et presque nonchalante, se contentant d'accords minimaux qui préservent l'apparence sans masquer la réalité de leurs divergences.

Alger a vibré, jeudi dernier, au rythme d'une Afrique en marche vers son avenir. La 4^{ème} édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF) a été inaugurée dans une ambiance solennelle et vibrante, au Centre international des conférences (CIC), en présence d'une pléiade de chefs d'État, de responsables de l'Union africaine (UA), de la ZLECAF, de l'Afrexim-bank, ainsi que de nombreux ambassadeurs accrédités à Alger. Cette constellation diplomatique et institutionnelle a donné à l'événement une dimension qui dépasse le cadre économique pour s'affirmer comme un moment de communion panafricaine.

Il ne s'agit pas seulement d'une foire commerciale. L'IATF est devenue un laboratoire vivant des ambitions africaines, un carrefour où se dessinent les contours d'un continent qui refuse de rester prisonnier de ses fragmentations historiques. La présence de milliers d'entreprises, venues des quatre coins de l'Afrique, témoigne d'une volonté partagée de transformer l'intégration économique en réalité tangible. Alger, durant cette semaine, s'érige ainsi en capitale africaine des affaires, mais aussi en tribune politique et symbolique d'une Afrique qui veut écrire son propre récit de prospérité. Dans son allocution, le Président Abdelmadjid Tebboune a insisté sur l'urgence de renforcer les échanges intra-africains, encore largement en deçà de leur potentiel. Ses mots ont trouvé un écho particulier dans le discours de Benedict Oramah, président de l'Afrexim-

bank, qui a salué la vision de l'Algérie et son rôle moteur dans le renouveau continental. Les dirigeants présents ont rappelé qu'au-delà des chiffres et des contrats, cette foire incarne un état d'esprit : celui d'un continent qui veut commercer avec lui-même, valoriser ses ressources, ses talents, et se libérer d'une dépendance excessive vis-à-vis des marchés extérieurs.

La croissance intra-africaine n'est pas qu'un slogan, c'est un projet stratégique. Elle implique la mise en place de corridors logistiques, d'infrastructures modernes, d'un cadre juridique harmonisé et d'une finance adaptée aux réalités africaines. L'IATF apparaît alors comme une rampe de lancement, un espace où se rencontrent les décideurs politiques, les entrepreneurs et les institutions financières pour jeter les bases d'une véritable souveraineté économique africaine.

À Alger, cette semaine, souffle un vent d'unité et de confiance. La foire n'est pas seulement un lieu d'échanges commerciaux, elle est aussi une scène de fierté et de renaissance, où l'Afrique se regarde dans le miroir de ses propres potentialités, et se projette vers un avenir où la coopération intra-continente devient le moteur d'une prospérité partagée.

La rencontre d'Alger restera gravée comme un moment fort, mais son véritable poids se mesurera à l'épreuve des faits. L'Afrique ne peut plus se contenter de discours éclatants qui nourrissent les médias et entretiennent les songes des peuples sans déboucher sur des transformations concrètes. Trop de rendez-vous, dans le passé, ont sombré dans la rhétorique et l'oubli. Alger 2025 peut être plus qu'une cérémonie de plus. Elle peut devenir une station décisive, un déclencheur de réflexes face aux défis du siècle. Si les intentions proclamées se traduisent en projets visibles, si les volontés politiques s'alignent sur les aspirations populaires, alors cette rencontre aura brisé la chaîne des illusions pour inaugurer une ère où l'Afrique parle moins pour séduire et agit davantage pour bâtir sa puissance.

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20

Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - **Téléphone** : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - **Fax** : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz

IATF 2025 Les premiers pas d'une nouvelle Afrique

L'événement économique phare de la rentrée sociale, en l'occurrence la 4^e édition de l'IATF qui se tient à Alger, du 4 au 10 septembre, promet de booster le commerce intra-africain.

A. Z.

Dans ce cadre, le président de la Banque africaine d'import-export (Afreximbank), M. Oramah Benedict, a annoncé, vendredi, en marge de la Journée des diasporas africaines, organisée au Centre international de conférences (CIC) «Abdelatif Rahal et présidée par le Premier ministre par intérim, M. Sifi Ghrieb, le lancement officiel de la Société africaine du Commerce et de la Distribution, visant à soutenir les échanges commerciaux intra-africains, l'exportation et la transformation des matières premières en Afrique. Le Directeur de l'Unité Financement, Commerce, et Entreprises d'investissement à l'Afreximbank, Ayman El-Zoghby, a souligné que la création de cette entreprise vise à encourager la commercialisation des produits africains, notamment les matières premières dans les pays du continent, afin qu'elles soient transformées au lieu d'être exportées à l'état brut vers d'autres continents, générant ainsi de la valeur ajoutée en Afrique. D'un capital social s'élevant à près d'un milliard de dollars, cette société, détenue par Afreximbank, «commencera ses opérations de manière plus efficace et à plus grande échelle et disposera de ses propres ressources de financement», a-t-il expliqué. Dans le sillage de la concrétisation du renforcement de la coopération entre pays africains, le président Tebboune a ordonné l'ouverture d'une ligne aérienne directe vers la capitale tchadienne N'Djamena, en vue de consolider les liens entre les peuples des deux pays, en insistant sur la nécessité d'inscrire cette ligne parmi les priorités de la compagnie. Il a également ordonné la mise à disposition d'un port dédié à l'exportation du ciment. Les diasporas africaines veulent également apporter leur touche pour soutenir l'Afrique dans ses efforts de développement du commerce intra-africain et économique d'une manière générale.

FAIRE LE POINT SUR LES FORCES ET FAIBLESSES DU SECTEUR AUTOMOBILE

Ainsi, une centaine d'investisseurs établis à l'étranger se sont retrouvés, vendredi soir à Alger, à l'initiative du Conseil mondial de la diaspora algérienne (CMDA), en présence du secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la Communauté nationale à l'étranger, Sofiane Chaïb, et le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Ya-

cine El-Mahdi Oualid. Réuni dans le cadre de la Journée africaine de la diaspora, elle-même inscrite au programme de la quatrième édition de l'IATF 2025, le CMDA, représenté par son fondateur Karim Zeribi et sa présidente Farida Ghezali, a tenu à marquer sa présence à Alger, à travers ses membres, résolus à mettre leur pierre à l'édifice et contribuer au développement de la mère Patrie. Par ailleurs, les participants à une séance de débat organisée, vendredi à Alger, dans le cadre du Salon africain de l'automobile, lors de la 4^e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025), ont appelé à renforcer la coopération régionale pour construire un écosystème continental de l'industrie automobile capable de répondre à la demande croissante en véhicules sur le continent. En marge de cette rencontre, un mémorandum d'entente, portant sur trois axes principaux, à savoir le lancement de chaînes régionales pour l'industrie des batteries automobiles, l'élaboration d'une politique de financement propre au secteur et le renforcement des capacités, a été signé entre la Banque africaine d'import et export (Afreximbank) et l'Association africaine des constructeurs automobiles (AAAM) pour promouvoir le commerce et les investissements intra-africains dans ce secteur. De son côté, le Secrétaire général de la ZLECAf, M. Wamkele Mene, a estimé que cette rencontre permet aux pays participants de faire le point sur les forces et faiblesses du secteur industriel, notamment automobile, en vue de le développer grâce aux ressources humaines et matérielles disponibles. Par ailleurs, dans une déclaration à la presse en marge des activités de la foire, le président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), M. Kamel Moula, a indiqué que de nombreux opérateurs économiques africains ont manifesté un grand intérêt pour les produits algériens, rappelant le message fort du président de la République, lors de l'ouverture de la foire, jeudi, lorsqu'il a appelé les Africains à fédérer leurs efforts pour augmenter le volume des échanges intra-africains et ne plus dépendre de l'extérieur. Rappelons que plus de 2.000 entreprises d'Afrique et d'ailleurs, dont près de 200 entreprises algériennes, et des délégations représentant 140 pays participent à cette 4^e édition de l'IATF, organisée à Alger du 4 au 10 septembre, qui devrait déboucher sur la conclusion d'accords commerciaux et d'investissement d'une valeur de plus de 44 milliards de dollars.

Algérie-Mozambique Six accords et mémorandums d'entente signés

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a coprésidé, samedi au siège de la Présidence de la République, avec le président de la République du Mozambique, M. Daniel Francisco Chapo, la cérémonie de signature de six (6) accords et mémorandums d'entente couvrant plusieurs domaines de coopération bilatérale.

Les accords conclus comprennent le programme exécutif de coopération dans le secteur de la culture et des arts pour la période 2025-2028, signé par le ministre de la Culture et des Arts, M. Zouhir Ballalou, et la ministre de l'Education et de la Culture du Mozambique, Mme Samaria Filemon Tovela.

Il s'agit également d'un protocole de coopération entre la Radio algérienne et son homologue mozambicaine, signé par le Di-

recteur général de la Radio algérienne, M. Adel Salakdji, et la Directrice du Bureau de l'information du Mozambique (GABINFO), Mme Emilia Moiane.

Les deux pays ont en outre conclu un accord de coopération dans le domaine de l'information et de la communication, signé par le ministre de la Communication, M. Mohamed Meziane, et la ministre des Affaires étrangères et de la Coopération du Mozambique, Mme Maria Manuela dos Santos Lucas.

Un autre accord de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique a été signé par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Kamel Baddari, et la ministre de l'Education et de la Culture mozambicaine.

Dans le même cadre, un ac-

cord de coopération dans le domaine de la sûreté et de l'ordre public a été signé par le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, M. Brahim Merad, et la ministre des Affaires étrangères et de la Coopération du Mozambique.

Un mémorandum d'entente sur les consultations politiques a en outre été signé par le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, et son homologue du Mozambique.

Pour rappel, le président de la République du Mozambique effectuait une visite de travail en Algérie, en marge de sa participation à la 4^e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025), qui se tient du 4 au 10 septembre à Alger.



El-Houari Dilmi

« Il y a quelque chose de plus fort que la mort, c'est la présence des absents, dans la mémoire des vivants. »

En mémoire de Benyamina Chahida

S'il y a bien une chose à laquelle personne n'est préparé, c'est la mort. Parce qu'il est des êtres humains dont la disparition suscite en nous une profonde émotion. Un coup de gueule contre la faucheuse, cette catin portant une faucille érodée à la main pour ôter la vie à tire-larigot ! Non pas que la mort est « sélective » dans son choix de ceux qui doivent continuer à vivre et ceux qui doivent passer de vie à trépas, mais la mort, parfois, frappe comme une sorte d'« injustice », comme un malheur qui vous tombe sur la tête, qui vient jeter un voile noir sur une vie, des vies, pour couper net le souffle d'une personne chère, qui ne méritait pas de nous laisser, nous autres « survivants », en proie à une douleur indicible. Les turpitudes de la vie, les bassesses et les indignités que l'on rencontre au cours de l'existence, la corruption des âmes et des esprits, ne nous font pas apprécier une personne à sa juste valeur jusqu'à ce qu'elle

A ceux qui ne sont plus là...

disparaisse en un battement de cil... Sans crier gare... » C'est par sa mort parfois qu'un homme montre qu'il était digne de vivre », disait je ne sais quel bel esprit éclairé.

Et parce que chaque mot écrit est une victoire contre la mort, combien de personnes autour de nous, que nous croyions aimer et chérir, nous ont claqué entre les doigts, terrassées par la fossoyeuse, face à laquelle l'homme, dans sa petitesse et son insignifiance, découvre que la vie, «sa» vie, ne vaut pas plus qu'une brindille sèche dévorée par un feu ardent. L'amour de l'autre continue, bien sûr, après la mort, parce que ceux que nous aimons ne nous quittent jamais vraiment.

Quand une âme s'est éteinte en ce bas monde, comme celle de la regrettée Chahida, c'est qu'elle brille dans un autre fait de beauté et de paix. L'on dit bien que les cœurs aimants ont à souffrir de toutes les ingrattitudes dont ils sont incapables. Une chose est sûre : lorsque quelqu'un que vous aimiez devient une mémoire, la mémoire devient un trésor. Aussi vrai que celui qui prend conscience de sa condition de mortel fait un pas vers la sagesse...

Formation professionnelle Le nombre des bourses destinées aux jeunes africains revu à la hausse

Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Yacine El Mahdi Oualid, a déclaré, vendredi à Alger, que son secteur doublera le nombre de bourses accordées aux jeunes africains dès la prochaine année de formation, une initiative qui témoigne de l'importance que l'Algérie accorde à sa dimension africaine.

Dans une déclaration à la presse, en marge de la Journée des diasporas africaines, organisée dans le cadre de la 4^e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025) au Centre in-

ternational des conférences (CIC) Abdellatif Rahal, M. El Mahdi Oualid a précisé que les jeunes africains «bénéficiaient auparavant de 500 bourses chaque année dans le domaine de la formation professionnelle», et que le nombre de ces «bourses va être revu à la hausse au cours de la prochaine année de formation».

Le ministre a également annoncé le lancement, dans les prochaines semaines, d'un institut africain de formation professionnelle dans la wilaya de Boumerdès, soulignant que ces initiatives reflètent l'importance qu'ac-

corde l'Algérie à sa dimension et à sa profondeur africaines, ainsi que la volonté du secteur de partager son expérience réussie avec les pays africains frères.

Soulignant l'approche solidaire adoptée par l'Algérie avec les autres pays du continent, le ministre a rappelé les déclarations du président de la République, qui a affirmé jeudi que «l'Algérie est fière d'avoir contribué, depuis son indépendance, à la formation de pas moins de 65.000 cadres africains, convaincue de l'importance d'œuvrer au développement du continent».

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTERE DE SANTE
Wilaya de Tlemcen
Centre Hospitalo-Universitaire
Dr Tidjani Damerdji - TlemcenN° D'identification Fiscale Du Contractant : 0962 130 190825 24
AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DES MARCHES

Conformément aux dispositions de l'article 65 alinéa 02 et l'article 82 alinéa 02, 04 du Décret présidentiel N° 15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public et conformément aux dispositions de l'article 56 de la loi N°23-12 du 18 moharram 1445 correspondant au 05 août 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics, Il est porté à la connaissance de l'ensemble des entreprises ayant participé au l'avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacité minimale N°07/2025 portant l'acquisition d'articles des pansements consommables médicale et instrumentations du lot N°01 au lot 26 pour l'année 2025 au profit du Centre Hospitalo-universitaire Tlemcen, publié dans les quotidiens nationaux : **quotidien d'Oran** en date du 10/06/2025 **الأمة العربية** en date du 11/06/2025, qu'à l'issue de l'évaluation et analyse des offres, les marchés sont attribués provisoirement aux sociétés suivantes :

Lots	Nom Du Soumissionnaire Attributaire	Délai De Livraison	Note	Identification Fiscale Du Co-Contractant	Montant Min De La Soumission En TTC	Montant Max De La Soumission En TTC	Montant Min Corrigé En TTC	Montant Max Corrigé En TTC	Critère De Choix	OBS
LOT N°01 : CONSOMMABLE POUR CYSTOMANOMETRIE	SARL CELLULO PLAST PRODUCTION-ALGER	15 jours	65 pts	001916100048448	3 236 800,00 DA	3 884 160,00 DA			Moins Disant	Offre unique qualifiée techniquement et retenue
LOT N°02 : CONSOMMABLE D'ELECTROPHYSIOLOGIE	-aucun répondant Infructueux									
LOT N°03 : AIGUILLEA PONCTION POUR CYTOPONCTION ECHOGUIDEE	EURL WERFEN-ORAN	15 jours	65 pts	002216105034822	3 808 000,00 DA	4 749 052,00 DA			Moins Disant	Offre unique qualifiée techniquement et retenue
LOT N°04 : INSTRUMENTATIONS DE NEUROCHIRURGIE	SARL GRADE MEDICAL ALGERIE-ALGER	15 jours	65 pts	002331112483050	5 659 164,00 DA	8 135 316,00 DA	6 430 284,00 DA	9 060 660,00 DA	Moins Disant	
LOT N°05 : INSTRUMENTATION GENERALE	EURL WERFEN-ORAN	15 jours	65 pts	002216105034822	2 533 629,00 DA	3 509 905,00 DA			Moins Disant	
LOT N°06 : VERRERIE ET CONSOMMABLES POUR LABORATOIRE DE LA PHARMACIE	-aucun répondant Infructueux									
LOT N°07 : PRODUITS ET CONSOMMABLE DENTAIRE.	SARL DENTAIRE OUEST-ORAN	15 jours	50 pts	000231010626182	25 859 216,00 DA	35 419 032,00 DA			Moins Disant	Offre unique qualifiée techniquement et retenue
LOT N°08 : CONSOMMABLES DENTAIRE D'IMPLANTOLOGIE ORALE	SARL CHANPION IMPLANTS BLIDA	30 jours	50 pts	001535072729883	2 713 200,00 DA	4 977 320,00 DA			Moins Disant	Offre unique qualifiée techniquement et retenue
LOT N°09 : INSTRUMENTATIONS SPECIFIQUES DE CHIRURGIE PLASTIQUE RECONSTRUCTRICE ESTHETIQUE ET DE BRULOLOGIE	SARL GRADE MEDICAL ALGERIE-ALGER	15 jours	50 pts	002331112483050	13 889 204,00 DA	22 234 876,00 DA			Moins Disant	
LOT N°10 : PANSEMENTS SPECIFIQUES DE CHIRURGIE PLASTIQUE RECONSTRUCTRICE ESTHETIQUE ET DE BRULOLOGIE	SARL CELLULO PLAST PRODUCTION-ALGER	15 jours	65 pts	001916100048448	11 360 784,34 DA	20 087 916,38 DA			Moins Disant	Offre unique qualifiée techniquement et retenue
LOT N°11 : PROTHESE TOTALE DE LAHANCHE ET DE GENOU	SARL LEPINE ALGERIE-ALGER	15 jours	55 pts	000816098122228	17 461 800,00 DA	24 650 350,00 DA			Moins Disant	
LOT N°12 : CONSOMMABLE PHACO	SARL UNIVERS VISION ORAN	15 jours	65 pts	001531011550782	828 894,50 DA	1 263 780,00 DA			Moins Disant	
LOT N°13 : CONSOMMABLE OPHTALMO: IMPLANT PLIABLE AVEC INJECTEUR	SARL UNIVERS VISION ORAN	15 jours	50 pts	001531011550782	804 645,00 DA	1 038 402,00 DA			Moins Disant	
LOT N°14 : PLAQUES D'EVENTRATION PAR CELESCOPIE	EURL WERFEN-ORAN	15 jours	65 pts	002216105034822	7 016 075,00 DA	12 920 895,00 DA			Moins Disant	Offre qualifiée techniquement et retenue
LOT N°15 : LIGATURES ET CLIPS	SARL MM DIAGNOSTIC BATNA	15 jours	65 pts	000205022304122	31 846 934,80 DA	34 992 618,90 DA			Moins Disant	Offre unique qualifiée techniquement et retenue
LOT N°16 : SONDES, DRAINS ET CANULES	SARL VMCM-TLEMEN	15 jours	65 pts	000113026269883	12 289 681,00 DA	14 841 845,75 DA	12 111 917,05 DA	14 619 640,75 DA	Moins Disant	
LOT N°17 : CONSOMMABLE & ACCESSOIRES ORL	SARL MAK MEDICAL ALGER	15 jours	65 pts	099916000859548	12 695 911,67 DA	17 050 498,50 DA	12 695 911,27 DA	17 050 497,91 DA	Moins Disant	Offre qualifiée techniquement et retenue
LOT N°18 : CONSOMMABLE D'UROLOGIE SPECIFIQUE	-aucun répondant Infructueux									
LOT N°19 : PINCE POUR BRONCHOSCOPIE RIGIDE ET OESOPHAGOSCOPIE RIGIDE	SARL SOFAMOR MEDICAL-ALGER	15 jours	50 pts	000716097543552	6 297 480,00 DA	8 396 640,00 DA			Moins Disant	
LOT N°20 : SONDE URETERALE ET KIT DE NEPHROSTOMIE	EURL BM SANTE -ALGER	15 jours	65 pts	001116100490548	1 353 625,00 DA	1 798 090,00 DA			Moins Disant	Offre qualifiée techniquement et retenue
LOT N°21 : CONSOMMABLE DE NEUROCHIRURGIE	SARL IMC-ORAN	01 jour	65 pts	099916000780112	12 342 237,60 DA	15 193 971,45 DA			Moins Disant	Offre qualifiée techniquement et retenue
LOT N°22 : BOITE AMYGDALECTOMIE ADENOIDECTOMIE	SARL AZUR MATERIEL MEDICAL-ALGER	15 jours	50 pts	000416096567243	620 339,86 DA	744 312,87 DA			Moins Disant	Offre qualifiée techniquement et retenue
LOT N°23 : OSTEOSYNTHESE DE NEUROCHIRURGIE ET ACCESSOIRES POUR MOTEUR DE CRANIOTOMIE	EURL ORTHOMAT TRAUM-ORAN	15 jours	60 pts	000631010873894	25 031 826,50 DA	32 454 152,00 DA			Moins Disant	Offre qualifiée techniquement et retenue
LOT N°24 : PAPIER D'ECG ET D'ECHOGRAPHIE	SARL MM DIAGNOSTIC BATNA	15 jours	65 pts	000205022304122	2 298 395,75 DA	2 762 543,35 DA			Moins Disant	
LOT N°25 : GANT D'EXAMEN ET STERILE	SARL MED COMPANY ORAN	14 jours	65 pts	000831011035026	68 489 914,50 DA	76 029 647,40 DA			Moins Disant	
LOT N°26 : CONSOMMABLE DE COELIOSCOPIE	SARL BEYKEN-CONSTANTINE	01 jour	45 pts	001925007240506	2 998 800,00 DA	4 623 150,00 DA			Moins Disant	

Conformément à l'article 82 du décret présidentiel N° 15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public et conformément aux dispositions de l'article 56 de la loi N°23-12 du 18 moharram 1445 correspondant au 05 août 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics. Tout soumissionnaire contestant le choix opéré par le service contractant peut introduire un recours auprès de la commission sectorielle des marchés du ministère de la santé dans un délai de dix (10) jours à compter de la date de la première parution du présent avis dans la presse.

Les soumissionnaires intéressés sont invités à prendre connaissance des résultats de l'évaluation dans un délai de trois (03) jours à compter de la date de publication du présent avis.

LA DIRECTION GENERALE

Blida

50 lignes de transport renforcées par de nouveaux bus



Cinquante (50) lignes de transport urbain et suburbain de la wilaya de Blida seront renforcées par de nouveaux bus dans l'objectif d'améliorer la qualité du service et faciliter les déplacements des citoyens, a-t-on appris, jeudi, auprès de la direction locale des transports.

La direction des transports a ouvert 50 lignes, urbaines, rurales, suburbaines et inter-wilayas, aux opérateurs souhaitant exploiter l'activité de transport de voyageurs, avec la mise en service de 117 bus supplémentaires, selon la même source.

Il s'agit notamment de 15 lignes urbaines dont les dessertes Souk El Fellah - Soumaâ, Station Ouled Yaich-Diar El Bahri et Bab Errahba -Diar El Bahri pour lesquelles 34 bus ont été affectées. Douze (12) lignes intra-wilaya seront également renforcées, dont Blida-El Affroun (Ouest) avec 9 nouveaux bus, et Blida-Larbaâ avec 5 bus.

Les autres dessertes concernent 12 lignes inter-wilayas, 7 lignes rurales ainsi que 5 lignes destinées aux nouveaux pôles urbains, dont la ligne Station Meftah-Sefsaf, Nouvelle ville de Bouinane-cité Bouankoud et

Gare routière-Station Meftah via l'autoroute.

La direction des transports a invité, à cette occasion, les citoyens répondant aux conditions requises pour l'exploitation de cette activité, à se rapprocher de ses services afin de bénéficier de ces offres.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre d'une stratégie visant à améliorer la qualité du transport public, à accompagner la croissance démographique de la wilaya et à faciliter les déplacements des citoyens, notamment au niveau des nouveaux pôles urbains, selon la même source.

Tizi-Ouzou

Ouverture du 2^e Festival pour la sauvegarde du patrimoine culturel à Boudjellil

La deuxième édition du Festival pour la sauvegarde du patrimoine culturel matériel et immatériel, organisée par l'association «Amezyav N'lehna», s'est ouverte vendredi au village de Boudjellil, dans la commune d'Irdjen (daira de Larbaa Nath Irathen), à l'Est de Tizi-Ouzou.

Cet événement de deux jours, mis sur pied en collaboration avec l'Assemblée populaire communale

(APC) d'Irdjen, la Direction locale de la culture et des arts et l'Assemblée populaire de wilaya (APW), vise à promouvoir la richesse et la diversité du patrimoine culturel local. Selon les organisateurs, quelque 80 participants, dont des poètes, des écrivains et des artisans, animent ce festival. Les visiteurs peuvent y découvrir des activités culturelles et artistiques variées. Il s'agit notamment

d'expositions de produits artisanaux et du terroir, de récitals poétiques et de chants, de rencontres littéraires, de tables rondes sur le patrimoine matériel et immatériel. Le festival constitue une occasion de mettre la lumière sur la richesse du patrimoine immatériel et matériel de la région et souligner l'importance de sa valorisation et de sa sauvegarde, selon les organisateurs.

Béjaïa

32 films à l'affiche de la 20^e édition des Rencontres cinématographiques

Une trentaine de films de court et de long métrage seront à l'affiche à l'occasion de la 20e édition des rencontres cinématographiques de Béjaïa prévues du 6 au 11 septembre en cours à la cinémathèque de la ville, a-t-on appris auprès des organisateurs de l'événement.

Au total, 32 films seront projetés à la cinémathèque de Béjaïa du 6 au 11 septembre dans le cadre des rencontres cinématographiques qui célèbrent cette année leur 20e édition et à laquelle vont participer près d'une vingtaine de pays, entre autres, l'Italie, Belgique, Allemagne, Turquie, Tunisie, Palestine, Afrique de Sud, Qatar, Arabie Saoudite, les Etats-Unis d'Amérique

et le Canada, a-t-on indiqué.

Plusieurs films de cinéastes algériens et étrangers seront à l'affiche à la cinémathèque de Béjaïa à l'occasion de cette édition qui se veut un espace de «partage et de dialogue», selon le programme, lequel promet un «merveilleux» voyage à travers les différentes fictions cinématographiques attendues dès l'ouverture prévue dans la soirée de samedi. Outre les projections qui auront lieu quotidiennement à 14h, 17h et 20h du dimanche à jeudi, les organisateurs des rencontres ont prévu un programme au profit du jeune public, samedi matin, en projetant «Ttejra Ussirem» (l'arbre de l'espoir) de Tarik Sami et Saadi Djamal et «Ghariba wa Ajeeb»

de Boubkeur Boukhari.

Il a été prévu également pour la 20e édition de cet événement, organisée par l'association Project'heurts, la projection d'une sélection de courts métrages dans le cadre d'un programme carte blanche «Focus Québec (Canada)», confiée à «un collectif de talents Québécois et canadiens aux parcours variés», a-t-on souligné. Deux ateliers seront au programme dans le cadre de «Focus Québec (CANADA)», sur «les métiers techniques du cinéma : entre créativité et rigueur» et «IA en question : plongée dans l'univers des intelligences artificielles», ajoute la même source.

Des cafés-cinés, tables rondes et des rencontres se tiendront également durant les matinées de la 20e édition des rencontres cinématographiques de Béjaïa, au niveau de la Casbah de Béjaïa, affirment les organisateurs.

Horaires des prières pour Alger et ses environs					
14 rabie el aoel 1447					
El Fedjr 04h55	Dohr 12h46	Assar 16h22	Maghreb 20h11	Icha 20h31	

Convention de coopération entre la wilaya d'Annaba et la municipalité chinoise de Chongqing

Une convention de coopération et d'amitié a été signée jeudi, à Annaba, entre cette wilaya côtière de l'est algérien et la municipalité de Chongqing (République populaire de Chine), selon un communiqué publié vendredi par les services de la wilaya.

La convention, paraphée par le wali d'Annaba, Abdelkader Djellaoui, et le maire de cette ville chinoise, s'est déroulée à l'hôtel Sheraton d'Annaba en présence de cadres du ministère de l'Intérieur, des collectivités locales, de l'aménagement du territoire, de la wilaya d'Annaba et de membres de la délégation chinoise.

La convention porte sur la modernisation de l'agriculture par l'intégration de technologies intelligentes et de solutions innovantes dans le domaine de l'irrigation et de la production agricole, ainsi que sur le développement d'un écosystème intégré pour les start-ups spécialisées dans l'industrie automobile, avec lancement de projets pilotes de lutte contre la pollution industrielle à l'aide de technologies respectueuses de l'environnement, indique le communiqué.

La convention prévoit également le développement de l'utilisation de l'énergie solaire et la modernisation du réseau électrique à l'aide de technologies intelligentes afin d'améliorer l'efficacité énergétique.

Il est également mis l'accent, sur le même document, sur un partenariat à même de promouvoir le tourisme réciproque entre les deux villes, ainsi que sur le développement de produits touristiques communs reflétant la diversité culturelle et civilisationnelle des deux régions. La même convention couvre également le secteur de l'urbanisme à la faveur de l'échange d'expériences et de bonnes pratiques en matière d'aménagement urbain durable et de planification urbaine intelligente.

Lors de la cérémonie de signature, le wali d'Annaba a souligné l'importance de cette convention de coopération qui constitue « le point de départ d'un partenariat ambitieux qui permettra à la wilaya de bénéficier de l'expertise technologique avancée de la partie chinoise, tout en tirant le meilleur parti des atouts géographiques et économiques exceptionnels de la wilaya pour développer divers secteurs vitaux », selon le communiqué.

Pour sa part, le chef de la délégation chinoise, faisant part de sa « grande satisfaction au regard des perspectives de coopération prometteuses », a mis en avant les « complémentarités existantes entre les deux régions et les opportunités d'investissement qui s'offrent aux deux parties », indique encore le communiqué des services de la wilaya d'Annaba.

Skikda

4 classes spéciales pour les élèves aux besoins spécifiques

Quatre classes spéciales destinées aux élèves aux besoins spécifiques seront ouvertes dans des établissements scolaires de la wilaya de Skikda durant la rentrée des classes 2025-2026, a-t-on appris samedi du directeur de l'action sociale et de la solidarité (DASS), Salah Chouf.

Il sera procédé dans ce cadre, à l'ouverture d'une classe à la commune d'El Harouch pour les élèves présentant un déficit mental, 2 classes dans la commune de Skikda au profit des élèves ayant bénéficié d'opérations d'implantation cochléaire (pose d'un implant cochléaire) et une autre classe à la commune de Filfila pour les élèves autistes, a précisé le même responsable à l'APS.

Ces classes qui viennent s'ajouter


aux 46 classes spéciales réparties à travers plusieurs établissements scolaires de la wilaya visent l'intégration des enfants aux besoins spécifiques dans le processus scolaire et la mise en place des conditions pédagogiques adéquates leur permettant de poursuivre leur scolarisation dans un environnement respectant leurs particularités sanitaires et psychologiques, selon la même source. Cette mesure intervient dans le cadre de la poursuite des opérations de solidarité relatives à la prochaine rentrée scolaire, a ajouté M. Chouf qui a précisé que l'opération de versement des allocations scolaires pour l'année scolaire 2025-2026 a été achevée dans les délais impartis et a fait bénéficier 78.496 élèves issus de familles à faible revenu.

El Tarf

Une caravane venant d'Alger effectue des consultations médicales dans quatre communes

Une caravane composée de praticiens spécialistes en provenance d'hôpitaux d'Alger procède, depuis vendredi, à des consultations au profit des habitants de quatre (4) communes de la wilaya d'El Tarf. Cette caravane, qui en est à sa 5e édition, est organisée dans le cadre d'un programme d'examen médicaux effectués à titre bénévole, élaboré par le Réseau algérien de la jeunesse. Le directeur de la santé et de la population, Ahtmane Kerouani, a précisé à l'APS, en marge du lancement, sous la supervision du secrétaire général de la wilaya, Dhiab Bousmaât, de cette caravane devant le siège de la wilaya en direction de la polyclinique Mohamed-Deloum de la commune de Bouhadjar, que les examens médicaux se poursuivront durant 4 jours dans 3 autres communes, en l'occurrence Bougous, Chbaïta-Mokhtar et El

Tarf dont les habitants recevront, en plus des auscultations, des médicaments. En outre, cette caravane procèdera à une campagne de dépistage précoce de maladies chroniques, notamment le diabète et l'hypertension artérielle, selon le même responsable qui a ajouté que 10 médecins spécialistes en gynécologie-obstétrique, en orthopédie, en pédiatrie et en oncologie, assistés de médecins généralistes, de paramédicaux et de sage-femmes, composent cette caravane initiée sous le slogan «Ensemble pour étendre la couverture médicale». Une journée de formation encadrée par des médecins spécialistes venus de plusieurs établissements hospitaliers d'Alger sera organisée en clôture de cette initiative, à l'Institut de formation paramédicale de la ville d'El Tarf à l'intention des personnels médical et paramédical locaux.

Horaires des prières pour Constantine et ses environs					
14 rabie el aoel 1447					
El Fedjr 04h42	Dohr 12h32	Assar 16h08	Maghreb 18h57	Icha 20h17	

Gdyel et Hassi Benokba Aménagement de chemins forestiers sur 10 km

K. Assia

Un projet de réaménagement de chemins forestiers de 10 km est lancé au niveau des forêts de Gdyel et Hassi Benokba, une opération initiée dans le cadre du renforcement du dispositif de lutte contre les incendies. Les travaux supervisés par la direction de la conservation des forêts de la wilaya d'Oran visent à renforcer le dispositif d'intervention des services compétents en cas d'incendies et surtout à faciliter aussi l'accès aux zones éloignées et à atteindre tous les points sensibles du tissu forestier et éteindre le feu, inspecter les dégâts, la plantation d'arbustes et aussi l'exploitation des richesses forestières dans le développement économique et ce en application des lois en vigueur.

Dans le cadre de l'application du dispositif de prévention et de lutte contre les feux de forêt, une panoplie de mesures vient d'être prise par la conservation des forêts de la wilaya d'Oran afin de sécuriser les forêts. Ce plan a été lancé le 1^{er} juin et s'étalera jusqu'au 31 octobre.

Durant cette période, la conservation des forêts d'Oran a interdit tous les feux (torrée, barbecue ou autres installations: tout feu est interdit en forêt ou à proximité immédiate). Aussi un numéro vert (le 041 62 22 22) est mis en place par la conservation. La stratégie de lutte contre les incendies de forêt contient cette année un volet préventif lié au nettoyage des forêts et à l'installation de réservoirs d'eau, ainsi qu'un volet sensibilisateur-formateur à l'adresse des citoyens, associations et comités de villages, outre une augmentation des capacités matérielles des directions lo-



cales et la direction centrale. Aussi dans ce cadre, la conservation des forêts de la wilaya d'Oran a fermé certains chemins et accès. Le but est d'isoler les espaces de stationnement au niveau des forêts, conformément à l'arrêté de wilaya visant la protection du patrimoine forestier des risques d'incendie et qui stipule l'interdiction exceptionnelle de stationnement dans les forêts. D'autre part, plusieurs décisions ont été prises pour mettre sur pied un comité de wilaya pour la

protection des forêts, un comité opérationnel permanent pour la protection des forêts et la surveillance des espaces forestiers, ainsi que d'autres décisions interdisant tout rejet des déchets à l'intérieur des espaces forestiers et l'entrée de véhicules dans ces espaces et autres mesures. A signaler que la wilaya d'Oran dispose d'une superficie forestière totale estimée à 41.258 ha dont 85% se situent sur la bande côtière, faisant d'elle une destination pour de nombreux estivants.

Pathologies proctologiques

36 interventions chirurgicales par laser depuis le début de l'année

Trente-six (36) interventions chirurgicales par laser ont été réalisées pour le traitement mini-invasif de pathologies proctologiques au Centre hospitalier universitaire (CHU) d'Oran Dr Benzerdjeb, a-t-on appris de cet établissement hospitalier. L'équipe médicale et paramédicale du service de chirurgie générale «A» du pavillon «14» a effectué, depuis le début de l'année en cours, 36 interventions chirurgicales

relatives au traitement mini-invasif des pathologies proctologiques par technique laser. Ces opérations ont été effectuées par une équipe médicale et paramédicale du CHU d'Oran, dirigée par Dr Ramach du service de chirurgie générale «A» présidé par Pr Belkroubi Khadija, a expliqué la même source.

Ces interventions chirurgicales sont les premières du genre réalisées dans les hôpitaux publics à travers le pays,

car un patient souffrant de maladies proctologiques nécessite une approche précise et efficace pour un déroulement sans douleur de la chirurgie, grâce à la technique laser. En outre, cette technique est également utilisée dans le traitement de plusieurs autres pathologies, telles que les varices, les fistules ou d'autres maladies, qui étaient auparavant traitées par chirurgies lourdes et douloureuses, a-t-on noté.

Nouveau pôle de Belgaid

La réalisation d'un village universitaire à un taux avancé

Le taux d'avancement des travaux de réalisation du village universitaire au niveau du nouveau pôle universitaire de Belgaid a atteint près de 70%, a-t-on appris auprès des services de la wilaya d'Oran. La même source a précisé que ce village universitaire, appelé à constituer un apport qualitatif aux infrastructures universitaires, grâce à des espaces d'hébergement modernes et bien équipés garantissant confort et sécurité aux étudiants, comprend diverses installations nécessaires contribuant à l'amélioration des conditions de séjour et à la création d'un climat favorable permettant aux étudiants de se concentrer sur leur parcours académique et leur réussite dans les meilleu-

res conditions. Dans ce cadre, le wali d'Oran, Samir Chibani, a effectué une visite de terrain sur le site du projet, au cours de laquelle il a donné des instructions aux entreprises chargées de la réalisation pour accélérer le rythme des travaux et les achever dans les délais impartis, afin de permettre aux étudiants de bénéficier de ces structures importantes dès la prochaine rentrée universitaire, a-t-on fait savoir. La visite a également concerné plusieurs autres structures universitaires, notamment la cité universitaire d'une capacité de 10.000 lits à Belgaid, la résidence universitaire «Charfaoui Aïcha» dans la commune d'Es-Sénia, la résidence universitaire «Belbouri Saïd» pour filles, la résiden-

ce universitaire «Mohamed Boualem» (ex-Volontaire), la résidence universitaire «30^e anniversaire du déclenchement de la Révolution» d'une capacité de 2.000 lits, ainsi que la résidence universitaire «El Badr» dans la commune d'Oran.

Lors de ces étapes, le wali a insisté sur l'importance de la prise en charge optimale des étudiants, l'amélioration de la qualité des services universitaires et le renforcement de l'efficacité de la gestion, tout en donnant des instructions pour accélérer les travaux d'aménagement et combler les insuffisances constatées, en vue de garantir un environnement universitaire adéquat répondant aux aspirations des étudiants.

7.454 unités attribuées depuis janvier Distribution de 1.294 logements le 1^{er} novembre prochain

D.B.

Un important quota de logements toutes formules confondues sera remis à ses bénéficiaires le 1^{er} novembre prochain à l'occasion des festivités marquant le déclenchement de la guerre de libération, indiquent les services de la wilaya. Selon les mêmes sources, la wilaya d'Oran a établi un vaste calendrier pour la distribution de plus de 11.000 logements avant la fin de l'année en cours. Ce calendrier s'étale de juillet à la fin décembre avec un premier quota distribué le 05 juillet dernier et un second le 1^{er} novembre prochain. A ce titre et dans le cadre de ce calendrier, un quota de 1.294 unités sera attribué à ses bénéficiaires le 1^{er} novembre prochain. Cette remise des clefs interviendra en continuité de la grande opération de relogement lancée le 05 juillet dernier où plus de 6.000 logements toutes formules confondues ont été distribués. Selon les mêmes services, la distribution de 11.144 logements, dans différentes formules, est prévue avant la fin de cette année à Oran.

Les services de la direction de l'habitat ont souligné, lors d'une réunion du conseil exécutif présidée par le wali d'Oran, Samir Chibani, que ce quota de logements comprend 9.298 logements publics locatifs, dont 2.150 unités destinées à la résorption de l'habitat précaire, 1.046 en formule de logement promotionnel aidé LPA et 800 unités sous forme de location/vente (AADL).

Pour rappel, et toujours dans le même cadre, quelque 7.454 unités de logements ont été distribuées dans la wilaya d'Oran, dont 6.096 logements publics locatifs. Il s'agit de 1.120 logements au titre du relogement des habitants du Terrain Chabat à «Hai Sanaouer», 937 comptant pour la

3^{ème} phase de la même opération à Ben Fréha, 23 à Gdyel et 4.076 en faveur des postulants sur la base de dossiers de demande via un système de points répartis entre 14 communes. L'opération a porté également sur la distribution de 30 logements promotionnels libres au niveau du pôle urbain Ahmed Zabana à Misserghine.

Par ailleurs, les opérations de relogement initiées durant l'année 2024 ont permis aux services de la wilaya d'attribuer près de 5.000 logements toutes formules confondues et d'éradiquer d'importantes poches d'habitats illicites. Selon un récent bilan des services de la wilaya, ce quota vient s'ajouter à plus de 30.000 unités distribuées ces dernières années à Oran. Aussi quatre grands bidonvilles ont été rasés et un important portefeuille foncier récupéré.

Avec le relogement de près de 3.000 familles le 1^{er} novembre dernier, la wilaya d'Oran aura distribué près de 5.000 logements toutes formules confondues au courant de l'année 2024. Le gros lot de ces attributions a ciblé les mal-logés, occupant les bidonvilles et les immeubles menaçant ruine, notamment les bénéficiaires de la formule à points. Le 1^{er} novembre dernier, l'ex-wali d'Oran, Saïd Sayoud, avait présidé une cérémonie marquante consacrée à la remise de 2.879 décisions de bénéfice pour divers types de logements, destinée à plusieurs catégories de la population. Les logements se répartissent de la manière suivante : 1.639 logements publics locatifs, 1.000 logements en vente par location (AADL), 40 logements promotionnels aidés (LPA) et 200 aides pour le logement rural. Contrairement aux autres wilayas, les autorités locales et à leur tête l'ex-wali d'Oran ont décidé de faire de l'éradication de l'habitat précaire l'une des priorités de la wilaya.

Usine Fiat d'Oran Lancement prochain de la production d'un nouveau modèle

Fiat El Djazair prévoit de lancer, dans les prochains jours, la production d'un nouveau modèle de la marque italienne dans son usine située à Oran, avec un taux d'intégration atteignant 20%, selon un communiqué de l'entreprise. Il s'agit du modèle «Grande Panda», présenté lors d'un événement organisé hier jeudi au Jardin d'essai du Hamma (Alger), en présence du secrétaire général du ministère de l'Industrie, Salem Ahmed Zaid, du directeur exécutif de la marque Fiat, Olivier François, ainsi que du directeur des opérations du groupe Stellantis pour la région Moyen-Orient et

Afrique, Samir Cherfan. «Avec l'achèvement des installations de ferrage et de peinture sur le site de Taffraoui à Oran, les premières unités de pré-série de ce modèle seront produites dans les prochains jours, avant le lancement de la production en série prévu dans les mois à venir», précise le communiqué. Ce véhicule sera fabriqué en CKD (Completely Knocked Down) avec un taux d'intégration locale de 20%, indique Fiat El Djazair, qui s'engage à porter ce taux à plus de 30% d'ici 2026, en précisant que la production sera assurée grâce aux compétences algériennes.

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

Gharas Med, 65 ans, Oran
Bahi Haloum, 65 ans, Oran
Kharase Messaoud, 94 ans, Oran
Brahmi Khadoud, 95 ans, Oran

Horaires des prières pour Oran et ses environs

14 rabie el aouel 1447				
El Fedjr 05h12	Dohr 13h02	Assar 16h38	Maghreb 19h27	Icha 20h47



Chlef

Les chantiers de l'environnement

La wilaya de Chlef a bénéficié de quatre projets totalisant six chantiers, situés au niveau des communes de Ténès, Chettia, Béni-Haoua, Oued Goussine, Oued-Sly et Oum Drou. La direction de l'environnement de la wilaya a pris toutes les mesures pour leur achèvement dans des délais raisonnables.

Abbad Miloud

La situation a aujourd'hui, se présente comme suit : Le premier projet comprend l'éradication de deux décharges sauvages, l'une située à Mainis, dans la commune de Ténès et la deuxième dans la commune de Chettia.

Pour le premier chantier, les travaux ont été totalement achevés la semaine passée. Pour Chettia, les travaux ont démarré la semaine passée et se poursuivent à un rythme soutenu. Il est à signaler qu'il n'y a plus de déchargement de déchets depuis le premier du mois courant.

Le deuxième projet, comprend également l'éradication de deux décharges sauvages, l'une située dans la commune de Béni-Haoua et la deuxième dans celle de Oued Goussine.

Pour les deux chantiers, les études sont intégralement ache-

vées et les travaux seront lancés immédiatement après l'achèvement des procédures administratives réglementaires qui sont en voie de finalisation.

Le troisième projet est la réalisation d'un troisième casier, rentrant dans le cadre de l'extension du centre d'enfouissement technique (C.E.T) de Meknassa, dans la commune de Oued Sly. L'étude est intégralement achevée et la réalisation va débiter après l'achèvement des procédures administratives qui sont en cours.

Le quatrième projet dont a bénéficié la wilaya de Chlef est l'installation d'une station de traitement du lixiviat, d'une capacité de 80 m3 par jour, au niveau du C.E.T d'Oum Drou, pour réduire au maximum la pollution. Les travaux seront lancés après l'achèvement des procédures administratives et réglementaires.

La directrice de l'environnement de la wilaya a tenu à souli-

gner que ces projets sont un « acquis » pour la wilaya et le secteur.

Sur un autre registre, une importante campagne animée par des techniciens et cadres de la direction de l'environnement sur l'ensemble des plages autorisées à la baignade du littoral chélifien a débuté le 15 juillet passé et sera clôturée à la fin de la saison estivale.

L'objectif principal est l'amélioration du cadre de vie durant toute la période estivale pour permettre aux gens de se reposer et de se divertir sur des plages propres. Pour ce, un riche programme a été concocté comportant plusieurs thèmes tels la biodiversité marine, informations sur le littoral chélifien etc.

Des séances de sensibilisation sont tenues pour une amélioration de la qualité de l'espace public et notamment les plages. Une riche documentation est mise à la disposition des estivateurs et des autocollants sont distribués aux automobilistes.

Tlemcen

Des réparations pour récupérer 17.000 mètres cubes d'eau par jour



La wilaya de Tlemcen devra récupérer 17.000 mètres cubes d'eau potable par jour dans le cadre d'une campagne de réparation des fuites lancée récemment, a indiqué l'unité de wilaya de l'Algérienne des eaux (ADE). Lancée par la Direction générale de l'ADE, cette campagne qui se poursuit jusqu'au 10 septembre, enregistre la participation d'agents de différents services techniques de plusieurs wilayas et vise à réparer 377 fuites sur les canalisations de distribution et 17 sur les canalisations de production, devant permettre de récupérer environ 17.000 mètres cubes d'eau par jour, selon la même source.

Dans la wilaya de Tlemcen, 6.562 points présentant des fuites d'eau ont été réparés depuis le début de l'année en cours, ce qui a permis de récupérer 8.857 mètres cubes d'eau par jour, a-t-on ajouté. Par ailleurs et parallèlement à cet-

te campagne, 223 branchements seront réalisés en plus de l'installation de compteurs.

D'autre part, l'unité de l'Algérienne des eaux de Tlemcen a réceptionné en marge de cette campagne deux laboratoires mobiles équipés de tous les moyens pour le prélèvement et l'analyse d'échantillons, l'un destiné à l'unité de production et le second à l'unité de distribution.

La même source a souligné que dans le cadre de la réparation des fuites, des travaux de réhabilitation du réseau vétuste du quartier "Oud-jilda" dans la commune de Tlemcen sont sur le point d'être achevés.

Ce projet a été lancé par la Direction générale de l'Algérienne des eaux en coordination avec la Société générale d'études et de réalisations hydrauliques "Sogerhit" pour une enveloppe financière de plus de 184 millions DA sur une longueur de plus de 26 km.

Mostaganem

Plus de 3.000 logements publics locatifs en cours de réalisation

Plus de 3.000 logements publics locatifs (LPL) sont actuellement en cours de réalisation dans la wilaya de Mostaganem, a indiqué samedi les services de la wilaya.

La même source a précisé que le wali de Mostaganem, Ahmed Boudouh, a tenu, récemment, une réunion avec les responsables de l'Exécutif consacrée à l'état d'avancement de ces programmes de logement, qui comprennent 300 logements publics locatifs inscrits au titre de l'exercice 2023 ainsi que 2.000 et 800 logements au titre de l'année 2024.

Lors de cette réunion, il a été annoncé la création d'un espace de dialogue pour la gestion des projets publics et la coordination entre les différents intervenants afin de lever toutes les contraintes et de livrer les logements dans les délais fixés, a ajouté la même source.

Concernant certains projets en retard, le wali a annoncé la programmation de rencontres périodiques

tous les mois ou deux mois pour évaluer l'état d'avancement des travaux, tout en incitant les entreprises de réalisation à respecter les cahiers des charges, notamment les délais contractuels et la qualité.

Le même responsable a donné des instructions fermes pour accélérer le rythme de réalisation et d'adopter le système de travail en continu (3X8) afin d'assurer la livraison de ces projets dans les délais requis, a-t-on indiqué. A noter que la wilaya de Mostaganem prévoit la distribution de plus de 2.500 logements, toutes formules confondues, lors de la grande opération de distribution prévue à l'occasion de la commémoration du 71ème anniversaire du déclenchement de la Glorieuse Révolution de Novembre.

Ce quota comprend 434 LPL, 130 logements promotionnels aidés (LPA), ainsi que plus de 2.000 aides financières destinées à l'habitat rural, a-t-on précisé.

Bechar et Beni-Abbes

Une ambiance particulière

La célébration du Mawlid Ennabaoui echarif dans les wilayas de Bechar et Beni-Abbes, a donné lieu à de riches festivités et diverses activités avec notamment des séances de récitation du Saint Coran et des cérémonies dans les mosquées et les écoles coraniques pour célébrer cette fête et honorer pour la circonstance les apprenants du Coran.

La mosquée "Emir Abdelkader" à hai "El-Hdab" de Bechar a abrité, jeudi soir, une cérémonie religieuse, en présence des autorités de la wilaya, civiles et militaires, où ont été honorés 15 récitateurs du Saint Coran, dans le cadre de différents concours de récitation du Saint Coran.

A Beni-Abbes, et comme de

tradition, des milliers de participants, touristes et visiteurs ont pris part aux cérémonies religieuses et culturelles, célébrant dans les pures coutumes et traditions, le Mawlid Ennabaoui.

Ces festivités sont marquées par la traditionnelle cérémonie de la "Feziaa", l'une des plus prisées de cette célébration qui draine des milliers de personnes à la grande place de la République du chef-lieu de wilaya, connue localement sous l'appellation de "Mesria".

La cérémonie de la "Feziaa", est une démonstration des troupes de Baroud, issus des différentes localités et ksour de la région, qui se donnent la réplique dans une ambiance de musique et de danse traditionnelle durant toute

la soirée.

En plus de cette cérémonie, des séances quotidiennes (durant 7 jours) de récitation du saint Coran et de dhikr, sont initiées à travers les mosquées et écoles coraniques de la région sous l'égide du secteur des affaires religieuses et wakf et des associations locales, à l'instar de celle du "Sarj El Mounir", l'une des plus anciennes de la wilaya.

Dans le même registre, la mosquée "Cheikh Abdelkader El Yajouri", de Beni-Abbes a abrité une cérémonie religieuse de remise de diplômes et autres cadeaux à 36 lauréats des différents concours de récitation du Saint Coran, et ce, en présence des autorités locales, civiles et militaires.

Tissemsilt

Un internat de 60 lits pour la formation professionnelle

Le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels à Tissemsilt s'est doté d'un internat pour garçons d'une capacité d'accueil de 60 lits, dans le cadre du renforcement des structures d'hébergement des stagiaires de la wilaya, a-t-on appris, mardi, de la directrice du secteur, Zahra Djeddi. Cette nouvelle structure est implantée au niveau de l'Institut national spécialisé de formation professionnelle (INS-FP) "Tadjeddine Hamed Abdelouahab", dans la commune de Tissemsilt, sur une superficie

totale de 630 mètres carrés, a précisé la même responsable.

Ce projet s'inscrit dans le cadre du programme complémentaire de développement accordé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à la wilaya, dans son volet relatif au secteur de la formation et de l'enseignement professionnels.

Elle a ajouté que ce projet, placé sous la supervision de la direction des Equipements publics de la wilaya, a atteint un taux d'avancement de plus de 95%, indiquant que les procé-

dures administratives nécessaires à l'attribution du marché d'équipement sont en cours, en vue de mettre l'internat en service avant la fin de l'année 2025.

A noter que le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels de la wilaya de Tissemsilt dispose actuellement de 10 centres de formation professionnelle, offrant une capacité globale de 2.400 places pédagogiques, ainsi que deux instituts spécialisés totalisant 600 places pédagogiques et deux annexes.

Tiaret

Un grand artiste s'en va

El-Houari Dilmi

La triste nouvelle est tombée tôt dans la matinée de vendredi : l'artiste et chanteur du célèbre groupe musical "Trio El Hidhab" Benghenia Abdelkader est décédé à l'hôpital "Youcef Damardji" de Tiaret à l'âge de 72 ans.

Ancien cadre administratif à la daïra de Sougueur après un bref

passage dans le secteur de la culture, le défunt aura été un artiste de grand talent, chanteur et musicien, une passion qui l'a dévoré jusqu'à la fin de ses jours.

Connu pour la célèbre chanson consacrée à l'hymne assassiné Ali Maâchi, Benghenia Abdelkader était l'un des trois membres du célèbre groupe musical "Toulati El Hidhab", né

dans la ville de Sougueur et ayant rayonné pendant des décennies sur la ville, capitale du mouton. Aux côtés de ses compères Chalani Med, Belfedhal Saïd, la disparition de Benghenia Aek a suscité un vif émoi parmi la population de Sougueur. Le défunt a été inhumé vendredi après-midi au nouveau cimetière de Sougueur.

Pourquoi les hommes forts populistes aiment-ils les taux d'intérêt bas ?

PROVIDENCE - Le président américain Donald Trump n'a jamais caché son souhait de voir les taux d'intérêt baisser. Il affirme que des emprunts moins chers permettraient, entre autres, au gouvernement d'économiser des milliards de dollars en paiements au titre du service de la dette. Qui ne souhaiterait pas cela ?



PAR SEBNEM KALEMLI-ÖZCAN

Professeur d'économie à l'université Brown et directeur du Global Linkages Lab*

Malheureusement, comme le rappelle Mick Jagger, «on ne peut pas toujours obtenir ce que l'on veut». D'une part, l'inflation aux États-Unis s'élève déjà à 2,7 %. Il ne s'agit pas d'une inflation galopante, mais elle est supérieure à l'objectif de 2 % de la Réserve fédérale et au niveau auquel la Fed envisagerait normalement de réduire ses taux.

Nous devrions peut-être être soulagés que M. Trump ne demande pas de réduction des taux d'intérêt pour réduire l'inflation. C'est ce que l'on entendait autrefois de la part du président turc Recep Tayyip Erdoğan. Insistant sur le fait que les taux d'intérêt élevés sont la cause de l'inflation, Erdoğan a forcé la banque centrale turque à réduire ses taux alors même que les prix grimpaient.

Les résultats ont été catastrophiques, comme on pouvait s'y attendre. En 2022, l'inflation turque a dépassé les 80 %, la monnaie s'est effondrée et l'épargne des ménages s'est évaporée. Le pays n'a été sorti du gouffre que lorsque l'orthodoxie monétaire a été rétablie.

La Turquie n'est pas non plus un cas isolé. De l'Argentine à l'Inde, en passant par le Venezuela et le Brésil, de nombreux pays ont été affligés par des hommes forts qui insistaient sur des taux d'intérêt bas. Mais pourquoi les dirigeants populistes-nationalistes persistent-ils dans leurs exigences alors que l'histoire les contredit si clairement ?

Le problème est que les coûts d'emprunt pour les gouvernements, les entreprises et les ménages ne sont pas simplement fixés par le taux directeur à court terme de la banque

centrale. Ils reflètent plutôt la capacité perçue des emprunteurs à rembourser. Si une banque a confiance dans les finances et la capacité de remboursement de son client, elle lui offrira de meilleures conditions.

De même, si les investisseurs font confiance à la trajectoire budgétaire d'un gouvernement, à ses institutions et à son autorité monétaire, ils seront disposés à le laisser emprunter à bon compte. Dans le cas contraire, ils exigeront des taux d'intérêt plus élevés pour compenser le risque. C'est pourquoi les marchés émergents sont confrontés à des coûts d'emprunt à deux chiffres sur leur dette «risquée», même lorsque les taux directeurs mondiaux sont bas.

En d'autres termes, l'abaissement du taux directeur de la Fed ne garantit pas un crédit moins cher dans l'ensemble de l'économie, ni pour les consommateurs et les entreprises, ni pour le gouvernement. Si la crédibilité budgétaire s'érode ou si les attentes en matière d'inflation augmentent, les taux du marché peuvent augmenter même si la Fed réduit le taux des fonds fédéraux. C'est ce que les hommes forts ne parviennent pas - ou refusent - de comprendre, et cela explique pourquoi il n'y a jamais eu de miracle de croissance dans un pays doté d'un gouvernement populiste.

Malgré la simplicité de ce constat, les hommes forts populistes continuent de militer pour des taux bas, parce qu'ils se concentrent sur quelque chose qui a plus de valeur à leurs yeux que d'essayer de faire ce qu'il faut. La popularité à court terme de leurs politiques peut les aider à gagner les élections, même si elles sapent la croissance économique à long terme. Comme cette approche produit inévitablement de mauvais résultats économiques au fil du temps, les hommes forts ont besoin de taux d'intérêt bas pour empêcher leurs partisans de se rendre compte de l'erreur de leurs politiques avant qu'il ne soit trop tard.

La politique tarifaire en est un bon exemple. L'imposition de droits de douane sur les importations réduit la productivité et diminue la production potentielle de l'économie à long terme. Mais l'argument selon lequel vous taxez les étrangers afin de pouvoir réduire les impôts des citoyens nationaux semble très intéressant. Dans ce cas, les faibles taux d'intérêt

La révolution de la politique monétaire de la BCE

BERLIN - Avec sa dernière révision stratégique, la Banque centrale européenne s'est engagée dans ce qui est sans doute sa transformation la plus profonde depuis sa création en 1998. Bien qu'elle ne l'ait pas explicitement formulé en ces termes, la BCE s'éloigne d'une approche strictement fondée sur des règles pour se doter d'une plus grande marge de manœuvre dans la définition des priorités de sa politique. Cette évolution, bien que bienvenue, comporte également des risques importants.



PAR MARCEL FRATZSCHER

Ancien haut responsable de la Banque centrale européenne*

À première vue, les changements apportés au cadre de la politique monétaire de la BCE peuvent sembler relativement modestes. L'objectif d'inflation à moyen terme est toujours fixé à 2 % et le principe de symétrie - qui considère les taux supérieurs ou inférieurs à l'objectif comme également indésirables - reste en vigueur.

Le changement le plus significatif réside toutefois dans la manière dont la BCE définit et remplit son mandat. Si les traités de l'Union européenne font de la stabilité des prix le seul objectif de la BCE, les responsables politiques disposent d'une grande marge de manœuvre dans l'interprétation de cet objectif. Dans le cadre de son approche actualisée, la BCE évaluera la proportionnalité de ses décisions en mettant en balance les avantages de ses politiques avec les coûts et les risques potentiels pour l'économie réelle et le système financier. Les décisions de politique monétaire ne seront plus guidées exclusivement par «l'évolution la plus probable de l'inflation». Au lieu de cela, la BCE agira comme un gestionnaire de risques.

Cette décision permet à la BCE de s'abstenir de mettre en œuvre des mesures monétaires qui, bien que nécessaires pour maintenir la stabilité des prix à moyen terme, peuvent avoir de graves effets secondaires ou s'avérer en grande partie inefficaces. Par conséquent, l'objectif d'inflation pourrait perdre sa primauté et des écarts plus importants ou prolongés par rapport à cet objectif pourraient être tolérés.

Dans un discours présentant la nouvelle stratégie, Christine Lagarde, présidente de la BCE, a souligné que de tels écarts ne seraient autorisés que si les anticipations d'inflation restaient bien ancrées. Elle a fait valoir qu'une réponse politique «persistante» pourrait se substituer à une réponse «énergique». En d'autres termes, la BCE pourrait privilégier des augmentations graduelles et soutenues des taux d'intérêt plutôt que des hausses brutales.

Pourtant, ce raisonnement est fondamentalement erroné, car

les deux approches ne sont pas aussi efficaces l'une que l'autre, en particulier pendant les crises, lorsque les compromis deviennent plus évidents et que le coût de l'inaction augmente. Entre 2015 et 2019, par exemple, Jens Weidmann, alors président de la Bundesbank, a critiqué à plusieurs reprises les achats d'obligations à grande échelle de la BCE, qui ont conduit les rendements des obligations souveraines allemandes en territoire négatif, déstabilisé les marchés financiers et accru la pression sur les institutions financières.

Les critiques de Weidmann étaient fondées, mais le cadre politique précédent de la BCE ne prévoyait aucun mécanisme permettant de mettre en balance ces conséquences avec les objectifs de stabilité économique ou financière. Dans le cadre de sa nouvelle stratégie, la banque centrale dispose des outils nécessaires pour suivre une voie différente dans des situations similaires. L'approche révisée de la BCE reflète les réalités d'une économie mondiale façonnée par des chocs fréquents, des crises financières et de la dette aux pandémies, en passant par les conflits géopolitiques, les flambées des prix de l'énergie et les catastrophes environnementales. Dans le monde d'aujourd'hui, il n'est pas réaliste d'attendre des banques centrales qu'elles maintiennent en permanence la stabilité des prix à l'aide d'outils conventionnels, en particulier lorsque cela risque d'entraîner des dommages collatéraux importants et de saper la confiance du public.

Dans ce contexte, la nouvelle stratégie de la BCE semble à la fois opportune et prudente, offrant aux décideurs politiques la flexibilité nécessaire pour naviguer dans un paysage économique difficile. Cependant, à quel moment les effets secondaires deviennent-ils suffisamment importants pour justifier un écart par rapport à l'objectif de stabilité des prix ? Quels facteurs économiques les responsables prendront-ils en compte pour prendre de telles décisions ? L'attention se limitera-t-elle à la stabilité financière, à l'emploi et à la croissance, ou s'étendra-t-elle également à des questions telles que les inégalités, l'innovation et l'intégration européenne ?

Les États-Unis offrent des indications précieuses sur la manière d'aborder ces questions. La Réserve fédérale a un double mandat qui lui permet de trouver un équilibre entre ses deux objectifs principaux : maintenir la stabilité des prix et atteindre un niveau d'emploi maximal. En revanche, la BCE est formellement liée par son objectif unique. La nouvelle stratégie de la banque élargit toutefois effectivement son mandat, permettant potentiellement à un plus grand nombre de considérations de prendre le pas sur l'ob-

viennent à la rescousse en offrant un répit temporaire aux effets néfastes des droits de douane. Si les consommateurs et les entreprises peuvent emprunter facilement, ils peuvent «s'en sortir» sans se rendre compte que leurs revenus seront plus faibles à l'avenir.

L'homme fort qui aime les tarifs douaniers doit agir rapidement. Si les droits de douane entraînent un ralentissement de la croissance et une hausse des prix, il perdra les prochaines élections. Un gouvernement populiste tentera donc de faire baisser les taux avant que le ralentissement ne devienne évident, dans l'espoir de masquer les dommages causés par ses politiques. Mais il s'agit là d'un jeu dangereux. Le crédit bon marché peut masquer des faiblesses structurelles, mais plus il dure, plus le prix à payer est élevé lorsque la facture arrive à échéance.

Les États-Unis bénéficient encore d'une protection importante : l'indépendance de la Fed. Contrairement à la Turquie, le président ne peut pas simplement ordonner à la Fed de réduire ses taux. Bien sûr, un président américain déterminé pourrait toujours essayer de «remplir» la banque centrale de loyalistes ou de personnes trop inexpérimentées ou trop intimidées pour résister à la pression politique. Dans ce cas, la frontière entre l'autorité monétaire et l'autorité politique devient floue, et les marchés se rendent rapidement compte que les baisses de taux ne sont pas étayées par les données. À ce moment-là, les primes de risque augmenteront, entraînant une hausse des coûts d'emprunt.

Cela mettrait en évidence la vulnérabilité créée par la trajectoire de la politique budgétaire américaine. Avec une dette fédérale supérieure à 100 % du PIB et des déficits qui devraient rester élevés, le pays dépend fortement de la confiance des marchés dans l'indépendance et la crédibilité de la Fed. Si cette confiance s'affaiblit, les coûts d'emprunt pourraient augmenter fortement, ce qui, ironiquement, rendrait le service de la dette plus coûteux pour le gouvernement, et non moins coûteux.

En fin de compte, l'idée que la prospérité peut être obtenue grâce à des taux d'intérêt bas est une illusion populiste. Des taux bas ne peuvent pas compenser de mauvaises politiques économiques comme les tarifs douaniers. La crédibilité de la Fed est trop précieuse et trop importante pour la stabilité économique mondiale pour être sacrifiée sur l'autel de la commodité politique.

*** Conseiller politique principal au Fonds monétaire international et économiste principal pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord à la Banque mondiale**

jectif d'inflation lorsque cela s'avère nécessaire.

Néanmoins, trois risques majeurs se dégagent. Le premier est une perte de crédibilité. L'efficacité d'une banque centrale dépend non seulement de ses instruments de politique économique, mais aussi de sa capacité à ancrer les anticipations d'inflation. Si les actions de la BCE semblent erratiques, la confiance dans son engagement en faveur de la stabilité des prix pourrait vaciller. Pour préserver la confiance, les responsables de la politique monétaire doivent définir et communiquer les principes qui guident leurs décisions, fixant ainsi les limites de leur pouvoir discrétionnaire.

Deuxièmement, une plus grande flexibilité augmente le risque de rupture de communication et d'incertitude sur le marché. Le conseil des gouverneurs de la BCE - un organe politique dominé par les gouverneurs des banques centrales nationales - a déjà du mal à délivrer un message unifié, car ses membres représentent souvent les intérêts et les préférences politiques de leur pays d'origine. L'Allemagne, par exemple, a une aversion politique et culturelle profondément ancrée pour l'inflation et préconise généralement une politique monétaire plus stricte, tandis que les États membres lourdement endettés ont tendance à soutenir une approche plus expansionniste.

À mesure que les responsables de la politique monétaire commenceront à prendre en compte des facteurs autres que la stabilité des prix, la probabilité de désaccords internes augmentera, ce qui rendra le consensus plus difficile à atteindre. Des messages incohérents, à leur tour, pourraient créer de l'incertitude quant à l'orientation de la politique de la BCE et contribuer à la volatilité des marchés.

Enfin, la BCE risque de perdre une partie de son indépendance de fait. Une stratégie plus souple pourrait ouvrir la voie à des pressions politiques accrues. Par exemple, les gouvernements pourraient faire pression en faveur d'une politique monétaire plus souple afin de créer une marge de manœuvre budgétaire ou de s'adapter à des niveaux d'endettement plus élevés. Cette dynamique pourrait conduire à une forme de domination budgétaire, avec des implications profondes pour l'autonomie et la crédibilité à long terme de la BCE.

Avec sa nouvelle stratégie, la BCE a pris une mesure audacieuse et nécessaire - une mesure qui reconnaît les réalités d'un monde multipolaire et sujet aux crises. Mais elle doit maintenant expliquer clairement comment elle évaluera les compromis potentiels, dans quelles conditions elle pourrait s'écarter de ses réponses politiques traditionnelles et comment elle prévoit de s'assurer qu'une plus grande marge de manœuvre ne nuit pas à son efficacité.

Ce n'est qu'en associant la flexibilité stratégique à une transparence accrue et à une communication claire que la BCE pourra protéger son indépendance et répondre aux exigences croissantes d'une économie mondiale de plus en plus instable. Sa crédibilité - et son influence - en dépendent.

***Président du groupe de réflexion DIW Berlin et professeur de macroéconomie et de finance à l'université Humboldt de Berlin**

Les compromis de la réglementation de l'IA

CHICAGO - Un homme d'affaires allemand m'a récemment expliqué que le problème des régulateurs européens est qu'ils sont trop effrayés par les risques de perte. « Dans tout nouveau secteur d'activité innovant, ils surréglementent et étouffent tout potentiel de croissance. »



PAR RAGHURAM G. RAJAN

Ancien gouverneur de la Reserve Bank of India et économiste en chef du Fonds monétaire international, est professeur de finance à la Booth School of Business de l'université de Chicago et coauteur (avec Rohit Lamba) de *Breaking the Mold : India's Untraveled Path to Prosperity* (Princeton University Press, mai 2024).

En revanche, selon lui, les Américains se soucient davantage du potentiel de croissance et attendent donc d'en savoir plus sur les conséquences avant de réglementer. « Il n'est pas surprenant que les États-Unis soient beaucoup plus présents dans les secteurs innovants. »

L'IA en est un bon exemple. L'Union européenne a promulgué la première réglementation globale au monde sur l'IA en août 2024, établissant des garanties contre les risques tels que la discrimination, la désinformation, les violations de la vie privée et les systèmes d'IA susceptibles de mettre en danger la vie humaine ou de menacer la stabilité sociale. La loi attribue également aux systèmes d'IA différents niveaux de risque, avec des traitements différents pour chacun d'entre eux. Alors que les systèmes de notation sociale pilotés par l'IA sont purement et simplement interdits, les systèmes à plus haut risque sont fortement réglementés et supervisés, avec une liste d'amendes en cas de non-conformité.

L'Europe est toutefois peu présente dans le secteur florissant de l'IA, surtout par rapport aux États-Unis ou à la Chine. Les leaders de l'IA générative sont des entreprises américaines telles qu'OpenAI, Anthropic et Google ; aucune entreprise européenne n'est à la hauteur. Un écart aussi flagrant semble parler de lui-même. Pour

l'instant, le plan d'action sur l'IA de l'administration Trump, qui vise à limiter la bureaucratie et la réglementation en matière d'IA, semble être la meilleure approche.

Le problème de la méthode européenne est qu'elle fait peser sur les entreprises naissantes les coûts de la conformité réglementaire avant que le potentiel de la technologie ne soit clairement établi. Un chatbot mensonger ou discriminatoire n'est certainement pas souhaitable, mais il doit y avoir une certaine tolérance pour de telles erreurs dans les premières étapes du développement d'un système.

Lorsque les développeurs peuvent explorer plus librement les possibilités positives d'un système, ils ont également le temps (et éventuellement les ressources, générées par des lancements réussis mais sujets à des erreurs) de trouver des moyens rentables de résoudre les problèmes qui nuisent à la fiabilité du système. Exiger la quasi-perfection dès le départ ne protège pas tant la société qu'elle n'étouffe le processus d'essai et d'erreur qui permet de réaliser des percées.

Des erreurs, telles que la discrimination raciale, peuvent être extrêmement nocives, surtout si elles sont commises par des chatbots qui interagissent avec des millions de personnes. Conscients de ce risque, certains régulateurs n'autorisent les nouveaux produits à être testés que dans des environnements étroitement contrôlés. Les innovateurs peuvent expérimenter avec un groupe limité d'utilisateurs, toujours sous l'œil vigilant de l'autorité de régulation. Cette approche « bac à sable » permet d'éviter que les effets néfastes ne se répètent sur le grand public, ce qui est la principale préoccupation de l'Europe.

Les bacs à sable peuvent cependant aussi limiter ce qui peut bien se passer. Les essais menés auprès de petits groupes restreints ne permettent pas de saisir les avantages des effets de réseau, qui font que les produits prennent de la valeur à mesure qu'ils sont utilisés

par un plus grand nombre de personnes. Ils ne peuvent pas non plus révéler les percées inattendues qui se produisent lorsque les « mauvaises » personnes adoptent un produit (par exemple, la pornographie en ligne a été à l'origine des premières innovations en matière de technologie web). En résumé, les essais en bac à sable permettent d'éviter les catastrophes, mais ils risquent aussi d'étouffer la découverte. Ils sont meilleurs que les interdictions pures et simples, mais ils peuvent encore conduire les innovateurs à enterrer trop d'idées prometteuses avant qu'elles ne puissent être mises à l'échelle.

Quels sont donc les coûts de l'approche américaine du laissez-faire ? Le plus évident est que le système peut exploser à cause de produits malhonnêtes, comme cela s'est produit avec les subprimes – des titres adossés à des prêts hypothécaires à risque – avant la crise financière mondiale de 2008. Aujourd'hui, on entend des craintes similaires au sujet de l'IA générative et de l'industrie des cryptomonnaies (l'implosion de FTX étant citée comme un signal d'alarme précoce).

Historiquement, les États-Unis, avec leurs poches fiscales profondes, ont été plus disposés à prendre de tels risques, tandis que l'UE fragmentée a été plus prudente. Cependant, avec le rétrécissement de la marge de manœuvre budgétaire des États-Unis, une nouvelle réflexion est peut-être à l'ordre du jour.

Toutefois, même si les États-Unis veulent réglementer davantage, les autorités peuvent-elles vraiment y parvenir ?

La méthode américaine consiste à attendre qu'un secteur soit suffisamment important pour avoir de l'importance. D'ici là, le secteur sera cependant devenu suffisamment puissant pour façonner toutes les règles destinées à le contrôler. Prenons le cas de la crypto-monnaie : riche en liquidités, armée de lobbyistes et concentrée sur ses intérêts, elle s'est révélée capable de faire basculer les politiciens – et l'opinion publique – en sa faveur. Il en résulte invariablement une sous-

réglementation, même lorsque les risques pour le public sont flagrants.

En revanche, l'Europe, qui a une aversion pour le risque, intervient tôt, lorsqu'un secteur innovant est encore petit et que sa voix est à peine audible. À ce stade, ce sont les opérateurs historiques – les banques menacées par les cryptomonnaies, par exemple – qui dominent le débat. Leur influence pousse l'aiguille vers une prudence excessive et des règles lourdes. Les États-Unis ont tendance à réglementer trop peu et trop tard, tandis que l'Europe le fait trop et trop tôt. Ni l'un ni l'autre ne parviennent à un équilibre parfait.

Même s'il y a des raisons pour que chaque camp se rapproche de l'autre, il convient de souligner que la réglementation ne s'arrête pas aux frontières nationales. En fait, le monde peut bénéficier d'approches quelque peu différentes. Les chatbots américains peuvent prospérer dans un environnement relativement peu réglementé, en expérimentant et en se développant rapidement. Lorsqu'ils cherchent à s'implanter dans le monde entier, ils se heurtent toutefois aux normes plus strictes de l'Europe. Avec des ressources suffisantes et des incitations fortes, ils trouveront des moyens créatifs et peu coûteux de se mettre en conformité, et ces stratégies de réduction des risques pourraient finir par revenir aux États-Unis, laissant au monde une innovation plus importante et plus sûre.

C'est en tout cas le scénario idéal. La réalité sera probablement plus désordonnée. Les entreprises américaines pourraient causer des dommages à l'échelle mondiale avant que les régulateurs européens ne les rattrapent. L'Europe pourrait continuer à décourager l'innovation avant qu'elle ne commence, laissant le monde avec trop peu de choses. Cependant, le plus grand danger est peut-être que les régulateurs de part et d'autre de l'Atlantique exportent leurs propres règles, obligeant l'autre à s'aligner. Le monde pourrait être mieux servi si les régulateurs américains et européens continuaient à voir les réglementations différemment.

Repenser le financement des océans



PAR CLAUDIO DE SANCTIS

Directeur de la banque privée et membre du conseil d'administration de la Deutsche Bank.

En outre, l'océan est essentiel à l'économie mondiale. En 2023, les échanges de biens et de services océaniques atteindront des niveaux record de 900 milliards de dollars et de 1,3 billion de dollars, respectivement. La pêche fait vivre 600 millions de personnes, principalement dans les pays en développement, et le marché des biotechnologies marines devrait atteindre 6,4 milliards de dollars d'ici à 2025.

L'océan joue également un rôle crucial dans la durabilité de la planète. Grâce à de multiples processus, il agit comme un régulateur du climat, absorbant environ 25 % des émissions de dioxyde de carbone d'origine humaine, et comme une source essentielle de biodiversité. Cependant, des tendances inquiétantes se dessinent dans ces deux domaines. En 2024, l'indice de santé des océans a fortement chuté, avec des baisses marquées des mesures de l'habitat, des espèces et des espèces emblématiques. En tout et pour tout, les scores ont baissé pour 187 des 220 régions mesurées. Tout n'est pas noir. À la fin de la conférence des Nations unies sur les océans, en juin, 50 pays avaient ratifié le traité des Nations unies sur la haute mer, et 19 autres promettaient de le faire cette année. Le traité étant très proche d'un accord définitif contraignant (60 ratifications sont nécessaires), les protections marines dans les eaux internationales pourraient bientôt être considérablement renforcées.

Pourtant, l'humanité est loin d'investir suffisamment dans la durabilité des océans. Le groupe d'experts sur les océans (composé de 18 dirigeants d'États maritimes) estime qu'au cours des dix dernières années, moins de 1 % de la valeur des océans a été investi dans des projets durables par le biais de la philanthropie ou de l'aide publique au développement.

FRANCFORT - Plus nous en apprenons sur les océans, plus nous réalisons à quel point nous les comprenons mal. Par exemple, il pourrait y avoir trois fois plus d'espèces marines que nous n'en avons identifiées. Ce seul fait devrait nous inciter à cesser de considérer l'océan comme acquis.

Que faut-il faire ? Les cinq priorités du groupe d'experts sur les océans sont les suivantes : gérer durablement la production de produits de la mer, atténuer le changement climatique, enrayer la perte de biodiversité, saisir l'occasion d'un redressement économique à la suite de chocs climatiques et écosystémiques, et gérer l'océan de manière holistique. Ces dernières années, des progrès considérables ont été accomplis dans l'élaboration de cadres de financement de ces objectifs. D'après notre expérience à la Deutsche Bank, cela a significativement amélioré des politiques de diligence raisonnable en matière de protection des océans en suivant des cadres mondiaux tels que les principes de financement de l'économie bleue durable, lancés par l'ONU en 2018 pour soutenir l'objectif de développement durable 14, « La vie sous l'eau », et en devenant la première banque à rejoindre l'Ocean Risk and Resilience Action Alliance en tant que membre à part entière et l'engagement #BackBlue de l'ORRAA, soutenu par l'ONU.

Ces cadres de soutien sont de plus en plus clairs. Par exemple, le Protocole d'investissement dans les océans 2025 – lancé par le Pacte mondial des Nations unies et l'Initiative financière du Programme des Nations unies pour l'environnement – offre une feuille de route pratique aux institutions financières, aux assureurs et aux banques de développement pour gérer les risques liés aux océans et débloquer des opportunités d'investissement qui soutiennent l'ODD 14. Ces cadres continueront à façonner les politiques internes, les évaluations des risques et les stratégies d'investissement dans l'ensemble du secteur financier, contribuant ainsi à normaliser les définitions, à améliorer la transparence et à accroître les financements en faveur d'une économie océanique durable. Dans le même temps, l'innovation financière – telle que les garanties de prêt, le financement mixte et le regroupement de projets – contribuera à rendre les investisse-

ments dans les océans plus attrayants pour les capitaux traditionnels.

Je ne veux pas minimiser les défis qui restent à relever. De nombreux projets océaniques offrent une évolutivité limitée, et les offres et solutions d'investissement sont encore peu nombreuses. Malgré les progrès mentionnés ci-dessus, certains éléments des cadres d'investissement actuels sont assez difficiles à mettre en œuvre, et le manque de données reste un problème.

Néanmoins, les ressources existent et le système financier développe les outils pour les mobiliser dans l'intérêt de la santé des océans. En réfléchissant à ce travail, il faut toujours garder à l'esprit les différents objectifs des investisseurs potentiels et la manière dont le financement durable des océans peut le mieux les satisfaire. En tant que directeur de la banque privée de la Deutsche Bank, je sais que de nombreux investisseurs – tant privés qu'institutionnels – ont un appétit évident pour les investissements durables dans les océans. En créant des solutions de financement innovantes pour ces clients, nous finissons souvent par travailler avec d'autres partenaires tels que des banques de développement multinationales et des institutions financières de pays en développement.

Mais qu'attendent vraiment les investisseurs des investissements durables dans les océans, et quel est le moyen le plus efficace de répondre à leurs attentes ? En général, ils veulent un retour visible, qu'il s'agisse d'un impact sur le monde réel (par exemple, la protection du corail), d'un gain financier ou d'une combinaison des deux. Si l'« impact » peut être mesurable en soi, la plupart des investissements durables dans l'océan combinent impact et rendement financier, et doivent donc être évaluables et investissables d'une manière qui ait du sens dans le contexte d'un portefeuille global. Dans le cas contraire, l'univers des investisseurs potentiels dans les océans se réduira, et avec lui notre capacité à augmenter

l'investissement dans les océans. L'innovation financière peut jouer un rôle clé, et je m'attends à des développements significatifs dans les mois et les années à venir. Parmi les efforts récents notables sur le marché au sens large, on peut citer une collaboration entre une organisation environnementale et un grand assureur mondial pour développer des produits d'assurance sur les récifs, ainsi que le Blue SEA Finance Hub de la Banque asiatique de développement, conçu pour aider les économies d'Asie du Sud-Est à structurer leurs investissements dans l'économie bleue. Je voudrais également mentionner la Nautilus Blue Guarantee Company. Lancée en mars par ORRAA et le Development Guarantee Group, elle vise à débloquer des capitaux privés en offrant des garanties pour des investissements dans six secteurs clés de l'économie bleue, notamment les produits de la mer durables, la conservation des océans et les infrastructures bleues.

Il ne faut pas non plus négliger l'importance des fonds océaniques existants et nouveaux qui rassemblent des capitaux publics et privés. L'émission réussie de 300 millions de dollars d'obligations bleues par la Korean Ocean Business Corporation en avril a démontré que lorsque les émetteurs peuvent présenter un raisonnement convaincant, les investisseurs répondent à l'appel. Une thèse d'investissement solide, combinée à une approche collaborative entre les organismes des secteurs privé et public, est essentielle. Si l'amélioration et l'extension de la « finance bleue » nécessiteront de la détermination, de l'engagement et une innovation permanente pour créer et institutionnaliser des solutions susceptibles d'être investies, il n'est pas négociable pour la planète et l'humanité de veiller à ce que les fonds servent à soutenir la santé des océans. Il faudra sans doute attendre longtemps avant que l'homme ne comprenne pleinement l'océan. Mais il n'y a pas de mystère : il est urgent de réévaluer et d'améliorer les méthodes de financement des océans.

Ligue 1 Mobilis Le CS Constantine domine le MB Rouisset (2-0)



Le CS Constantine s'est provisoirement hissé en tête du classement général de la Ligue 1 Mobilis de football, ex-aequo avec l'Olympique Akbou et le MB Rouisset, qu'il a dominé (2-0) vendredi soir au stade Chahid Hamlaoui de Constantine pour le compte de la troisième journée, ayant vu le MC Oran se neutraliser à domicile avec le voisin ES Mostaganem (0-0).

Les Sanafir ont pleinement profité de l'occasion qui s'est offerte à eux ce week-end, et ont sensiblement amélioré leur classement, grâce notamment aux jolis réalisations de Berkane (36e) et Dib (90e+1).

Une précieuse victoire qui permet au CSC de rejoindre le peloton de tête, au grand dam du MBR, qui après deux victoires consécutives concède la première défaite de son histoire en Ligue 1 Mobilis. Mais le club du Sud

reste quand même co-leader, avec six points, en attendant le résultat de l'autre grand rival pour le leadership, l'Olympique Akbou, qui ne jouera que samedi soir face à la JS Kabylie. De son côté, et malgré l'avantage du terrain, le MC Oran a raté le coche face à l'ES Mostaganem, en se contentant d'un nul vierge (0-0), qui d'ailleurs n'arrange aucun des deux clubs, car ils restent ex-aequo à la 4e place du classement général, avec quatre points.

Pour sa part, la JS Saoura a réussi l'essentiel, en dominant l'ASO Chlef par la plus petite des marges possibles (1-0), au stade du 20-Août 1955 de Béchar.

Une courte mais précieuse victoire, assurée dès la 22e minute de jeu par Hamia, et qui propulse la JSS dans le milieu de tableau, avec quatre points, au moment où les Chelifiens restent dans les abysses du

classement, avec une seule unité au compteur.

Le bal de cette troisième journée s'était ouvert un peu plus tôt dans l'après-midi, avec le duel MC El Bayadh - ES Sétif, et qui s'était soldé par un nul (1-1). Mais ce résultat avait un goût amer pour l'Aigle noir, car il aurait pu repartir avec un succès.

Ce sont en effet, les visiteurs qui avaient ouvert le score, et dès la 32e minute de jeu, par l'intermédiaire de Zerrouki, avant de concéder l'égalisation devant El Orfi, qui avait réussi à niveler la marque juste après le retour des vestiaires (46e/1-1).

Un résultat qui maintient l'ESS dans le ventre mou du classement, avec trois points en autant de matchs, alors que le MCEB, qui avait démarré cette nouvelle saison par de deux défaites consécutives, engrange son premier dans cet exercice 2025-2026.

CR Belouizdad L'attaquant sud-africain Erick Khanyisa Mayo transféré aux Kaizer Chiefs

Le CR Belouizdad, sociétaire de la Ligue 1 Mobilis de football, a annoncé vendredi avoir transféré son attaquant Sud-africain Erick Khanyisa Mayo vers les Kaizer Chiefs de Soweto (Johannesburg), sous forme d'un prêt d'une année, assorti d'une obligation d'achat à son expiration.

"Notre attaquant Erick Khanyisa Mayo a été officiellement transféré vers les Kaizer Chiefs de Soweto. Il

y a été prêté pour une saison, avec obligation d'achat" a indiqué la Direction du Chabab dans un bref communiqué, diffusé ses réseaux sociaux.

Agé de 27 ans et fils de Patrick Mayo, une légende des Kaizer Chiefs, le désormais ex-attaquant belouizdadi était signataire d'un contrat qui court jusqu'au 30 juin 2027. Ainsi, suivant les modalités de ce transfert, il évoluera pendant la saison

2025-2026 sous forme d'un prêt, après quoi, la Direction des Kaizer Chiefs devra racheter sa dernière année de contrat (2026-2027), pour un transfert définitif.

L'information a été confirmée par les Kaizer Chiefs à travers un communiqué diffusé dans la foulée sur leur site officiel.

Ils se sont dits "heureux de récupérer ce précieux atout offensif", en espérant qu'il "apportera un plus au club".

Cyclisme Oussama Mimouni et Salah Hamzaoui en stage de formation à Kigali

Les jeunes cyclistes algériens Oussama Mimouni et Salah Hamzaoui se trouvent depuis mercredi au Rwanda, pour un stage de formation qui s'étendra jusqu'au 28 septembre courant, a annoncé la Fédération algérienne de la discipline (FAC).

"Le stage de Mimouni et Hamzaoui se déroulera à Kigali, dans le Centre de l'Union Cycliste Internationale (UCI)" a détaillé l'instance fédérale dans un bref

communiqué, diffusé sur ses réseaux sociaux.

Leur compatriote et coéquipier en sélection nationale, Mohamed Amine Hamzaoui, lui se trouve depuis le 25 août au Portugal, pour un stage similaire, également dans un Centre de l'Union Cycliste Internationale.

Avant Mimouni et Hamzaoui, plusieurs autres jeunes cyclistes algériens avaient bénéficié de formations similaires dans diffé-

rents Centres de l'UCI, notamment, en Suisse et en Afrique du Sud. Parmi ces candidats, Abdelkrim Ferkous, Bachir Chenafi et Ryad Bakhti chez les garçons, ainsi que la jeune oranaise Nesrine Houili chez les filles.

Une initiative qui s'inscrit dans la politique de développement de la discipline, prônée par la Fédération, notamment, à travers une meilleure prise en charge des jeunes talents sportifs.

Basket 3x3 / Coupe du monde U23 Les effectifs des sélections algériennes dévoilés

Les effectifs des sélections nationales algériennes de basket 3x3, messieurs et dames, devant prendre part à la Coupe du monde U23, à prévue à Xiong'an (Chine) du 17 au 21 septembre, ont été dévoilés vendredi par la Fédération algérienne de la discipline.

Le staff technique de la sélection masculine conduit par Merouan Bouachir a retenu quatre joueurs : Dalil Hadi, Zayd Yahiaoui, Nael Yahiatene et Mahrez Karabi.

Chez les dames, le sélectionneur national Imed Eddine Hani Aichour a également retenu quatre joueuses : Zineb Sirine Benadda,

Doua Yahiaoui, Djihad Mezerreb, Aicha Benzait.

Les sélections algériennes ont décroché leur billet pour la Coupe du monde U23, à l'issue du tournoi FIBA 3x3 Nations League, disputé en août dernier à Alger.

Parmi les sélections d'ores et déjà listées par la FIBA pour la compétition U23 figurent notamment la Chine (pays hôte), l'Allemagne, les Pays-Bas, les Etats-Unis, l'Italie, l'Espagne, le Japon et la Nouvelle-Zélande. L'Océanie a vu notamment les Fidji obtenir un billet direct via la Nations League. La liste complète est mise à jour par

la FIBA au fur et à mesure de la fin des conférences.

Cette qualification récompense les efforts du groupe algérien et de l'encadrement technique et constitue un jalon important pour la progression du 3x3 en Algérie. Liste des athlètes retenus pour la Coupe du monde U23 de basket 3x3 :

Dames : Zineb Sirine Benadda, Doua Yahiaoui, Djihad Mezerreb, Aicha Benzait
Entraîneur : Imed Eddine Hani Aichour
Messieurs : Dalil Hadi, Zayd Yahiaoui, Nael Yahiatene et Mahrez Karabi
Entraîneur : Merouan Bouachir.

Beach-volley L'Algérie sacrée championne arabe chez les messieurs

La sélection algérienne masculine, composée de Mohamed Guellouch et Mohamed Essouaadi, a remporté la 30e édition du Championnat arabe de beach-volley, disputée du 2 au 5 septembre à Batroun (Liban), après sa victoire en finale face au duo marocain Sufiane El Gharouti - Saber Anas (2-0 : 21-15, 21-14).

La médaille de bronze est

revenue à l'équipe du Qatar, représentée par Mahmoud Ahmed et Seif Eddine, tandis que le Liban a terminé à la 4e place.

Chez les dames, la paire algérienne composée de Melissa Soualmi et Ikram Hussein, a décroché la médaille de bronze.

Cette édition, marquée par une forte participation arabe et une ambiance fes-

tive sur les plages de Batroun, a été saluée par l'Union arabe de volleyball et la Fédération libanaise, organisatrice de l'événement.

Grâce à cette victoire, l'Algérie confirme son statut de nation montante du beach-volley arabe, quelques mois après avoir brillé lors des compétitions continentales.

Mondiaux 2025 d'Athlétisme La délégation algérienne s'envole pour Tokyo

La délégation algérienne d'athlétisme, composée de neuf (9) athlètes, a quitté samedi après-midi l'aéroport international Houari-Boumediene à destination de Tokyo, via Le Caire, pour prendre part aux Championnats du monde d'athlétisme (13-21 septembre), a indiqué la Fédération algérienne de la discipline (FAA). Le voyage des athlètes algériens les conduira d'abord dans la capitale égyptienne où ils passeront la nuit, avant de rallier Tokyo dimanche à 18h30 (heure locale), soit 12h30 en Algérie.

L'Algérie sera représentée dans ce rendez-vous plané-

taire par dix athlètes (huit hommes et deux dames), qualifiés grâce aux minima ou à leur classement mondial. La FAA a également indiqué que Zahra Tatar (lancer de marteau) poursuit actuellement un stage de préparation intensive à Kuala Lumpur (Malaisie) sous la conduite de son entraîneur Hakim Toumi. Elle rejoindra le reste de la délégation le 9 septembre directement à Tokyo. La FAA a souligné que la sélection nationale aborde ce rendez-vous avec de grandes ambitions, l'objectif étant de réaliser de bonnes performances et de hisser haut les couleurs nationales face à une con-

currence relevée réunissant les meilleurs athlètes du monde. Liste des athlètes algériens qualifiés aux Mondiaux 2025 d'athlétisme :
- 800 mètres (messieurs) : Slimane Moula, Djamel Sedjati et Mohamed Ali Gouaned
- 1500 mètres (messieurs) : Haïthem Chenitef
- Marathon (messieurs) : Abderezzak Charik et Mohamed Benyettou
- Marathon (dames) : Amina Bettiche
- Triple saut (messieurs) : Yasser Mohamed Tahar Triki
- Lancer du disque (messieurs) : Oussama Khenoussi
- Lancer du marteau (dames) : Zahra Tatar.

Entre l'Ethiopie et l'Egypte Le méga barrage de la discorde

Une «menace existentielle» s'alarme l'Egypte, une «opportunité» régionale, assure l'Ethiopie: le méga barrage sur le Nil construit par Addis Abeba, qui doit être inauguré le 9 septembre, est source de tensions entre les deux pays depuis plus d'une décennie. Le Grand barrage de la Renaissance (GERD), source de fierté en Ethiopie, est l'un des rares sujets faisant l'unanimité dans ce pays déchiré par plusieurs conflits armés, encore actifs dans les deux régions les plus peuplées du pays, l'Amhara et l'Oromia. Celle du Tigre est sortie en 2022 d'une guerre civile qui a fait au moins 600.000 morts, selon une estimation de l'Union africaine. «Il n'y a que deux sujets consensuels en Ethiopie: un accès à la mer (le pays est enclavé depuis l'indépendance de l'Erythrée au début des années 1990, NDLR) et le barrage», affirme à l'AFP un diplomate étranger basé à Addis Abeba, sous couvert d'anonymat. Sur les réseaux sociaux, les images du barrage, ornées du drapeau éthiopien, sont légion à l'approche de l'inauguration. Tant le TPLF -le parti tigréen, au pouvoir jusqu'en 2018- que le parti d'Abiy qui lui a succédé s'en attribuent le mérite. Dans une «région difficile» et au vu d'une «fragilité politique intérieure croissante», le gouvernement éthiopien «cherche à utiliser le barrage et la confrontation avec ses voisins comme stratégie d'unité», explique à l'AFP Alex Vines, du Conseil européen pour les relations internationales (ECFR).

«GRAND JEU»

La première pierre du GERD, immense ouvrage de 1,8 kilomètre de large pour 145 mètres de haut, d'une contenance totale de 74 milliards de mètres cubes d'eau, a été posée en avril 2011.

Depuis, le projet est au cœur d'un Grand jeu géopolitique régional. Il est vertement critiqué par Le Caire qui, craignant un tarissement de sa principale source d'approvisionnement en eau, martèle qu'il constitue une «menace existentielle».

L'Egypte, pays d'environ 110 millions d'habitants, dépend du Nil pour 97% de ses besoins hydriques, notamment pour l'agriculture. D'après son ministère des Ressources en eau, le pays aride dispose aujourd'hui de 59,6 milliards de mètres cubes du précieux liquide, quand 114 milliards seraient nécessaires. «Quiconque imagine que l'Egypte fermera les yeux sur sa sécurité hydrique se trompe», a lancé en août son président Abdel Fattah el-Sissi, menaçant de prendre «toutes les mesures prévues par le droit international pour protéger les ressources existentielles de notre peuple». L'exécutif égyptien s'est récemment rapproché des deux pays frontaliers de l'Ethiopie: l'Erythrée, qui entretient aujourd'hui des relations tendues avec Addis Abeba, et la Somalie. Le Soudan a également fait part de son inquiétude. Avec le Caire, ils ont réitéré fin juin «leur rejet de toute mesure unilatérale dans le bassin du Nil Bleu». Différentes tentatives de médiation depuis une décennie entre les trois

pays - sous l'égide successivement des Etats-Unis, de la Banque mondiale, de la Russie, des Emirats arabes unis et de l'Union africaine - ont toutes échoué.

«PAS UN LITRE DE PERDU»

L'Ethiopie, qui devrait voir sa production électrique doubler grâce au GERD, se veut rassurante. «L'énergie et le développement qu'il générera contribueront non seulement à l'essor de l'Ethiopie, mais aussi de toute la région. Le barrage d'Assouan, en Egypte, n'a jamais perdu un seul litre d'eau à cause du GERD», a affirmé son Premier ministre Abiy Ahmed en juillet. Un discours répété lundi lors d'un entretien télévisé. «Leurs barrages (soudanais et égyptiens, NDLR) doivent être pleins. Nous ne voulons pas que (le GERD) génère des craintes pour eux», a-t-il affirmé.

Une cohabitation pacifique des voisins du Nil est tout à fait possible, remarquent des experts. «Le Nil suffit à tous les pays en amont et en aval s'il est géré correctement», assure Abel Abate Demissie, chercheur du groupe de réflexion Chatham House. Un conflit ouvert entre l'Ethiopie et l'Egypte est de fait «peu probable», selon les différents chercheurs interrogés par l'AFP. «Je ne pense pas qu'il y aura une escalade des tensions massive entre les deux pays. L'Egypte ne bombardera pas le barrage», souligne Magnus Taylor directeur adjoint du projet Corne de l'Afrique à l'International Crisis



Group. Quand bien même le sujet a un impact sur la «stabilité interne» de l'Egypte, car une diminution importante de l'approvisionnement en eau aurait un impact sur la stabilité du pays, tant politique qu'économique et sociale, note l'expert en eau

Mohamed Mohey el-Deen, ex-membre du comité égyptien d'évaluation du GERD. Mais avec l'inauguration la semaine prochaine de l'ouvrage, «la seule option réaliste pour l'Egypte est de s'adapter», affirme-t-il. «Il n'y a pas d'autre alternative».

France Etre parent en prison, la peur de l'oubli



«Papa, je croyais que tu étais mort», a soufflé la fillette de 7 ans en revoyant son père lors de leur premier parloir, un an après le début de son incarcération. Comme près d'un détenu sur deux en France, le détenu a vu ses enfants grandir loin de lui. «J'ai préféré mentir, dire que j'étais en voyage, mais je me suis rendu compte que ce n'était pas la bonne solution.

Ma fille commençait à faire de l'eczéma, du stress, puis elle ne travaillait plus à l'école», raconte cet homme de 56 ans, incarcéré en France en 2006 pour trois ans. Selon l'Observatoire international des prisons (OIP), citant des chiffres du ministère de la Justice, en France 44 % des hommes détenus déclaraient avoir

au moins un enfant au 1er septembre 2023. Plus de 95.000 enfants avaient un père incarcéré et plus de 3.300 une mère détenue, d'après l'OIP, association qui agit pour le respect des droits de l'homme en prison.

Pour Pascal Roman, professeur de psychologie clinique et auteur de «Comment être parent en prison», cette situation illustre la «parentalité empêchée», quand la honte et la culpabilité conduisent les détenus à s'éloigner de leur rôle parental.

Une personne détenue est souvent perçue comme ayant «perdu sa légitimité à exercer son rôle de parent, du fait de ses actes transgressifs», relève l'expert, pour qui le risque de rupture du lien est encore accru par l'éloigne-

ment, la rareté des visites et le «manque de connaissance de ses droits». Or «ce n'est pas parce qu'on est privé de liberté qu'on est privé de droits», souligne sa coautrice Marie Douris. Mais il y a des obstacles au maintien de la relation avec les enfants, le «principal» étant l'attitude de l'autre parent, ajoute cette experte en droit de la famille.

Pour le détenu, préserver ce lien avec le parent à l'extérieur est crucial pour conserver une relation stable avec ses enfants. «Je ne mettais jamais de photo de mes enfants sur les murs de la cellule. Les voir mais se rendre compte qu'ils ne sont pas là, c'est trop violent», explique le prisonnier, qui veut éviter de se remémorer ces «terribles moments» en prison. A sa

sortie en 2015, à l'issue d'une seconde incarcération de cinq ans, Yacine a décidé d'aider à sa manière les ex-détenus. Depuis trois ans, il est formateur à Wake Up Café, une association fondée en 2014 qui accompagne d'anciens détenus et les aide dans leur réinsertion professionnelle.

«COMME UN ÉTRANGER»

En sortant de prison, renouer le lien avec ses enfants exige du temps. Le parent a changé, l'enfant a grandi, et chacun doit trouver sa nouvelle place.

Cette reconstruction nécessite patience, échanges et soutien de la part des familles, des proches ou des associations pour restaurer un lien parfois fragile. «Il commençait à m'oublier, j'étais comme un étranger pour mon fils», se remémore Christian, 46 ans, qui a lui aussi purgé plusieurs peines de prison.

Il «regrette énormément» de n'avoir pas vécu «certains moments», d'avoir «raté les premiers mots, les premiers pas, parce qu'il y a des choses, une fois qu'elles sont passées, il n'y a pas de retour en arrière».

Comme pour le détenu, un autre avait peur que son garçonnet «comprenne que son père (était) en détention». «C'est pour ça que, via le téléphone, j'essayais de lui montrer mon visage, j'essayais de lui parler», ajoute Christian. «Ca m'a sauvé, parce que les visites au parloir, ce n'était pas suffisant». Pour Dominique Simonnot, contrôleur générale des lieux de privation de liberté, ce choix est compréhensible. «C'est désagréable de recevoir ses enfants dans ces conditions, c'est mal aménagé, trop lugubre», fait-elle valoir.

Chez les femmes détenues, la situation est souvent plus difficile. Comme le souligne Mme Simonnot, il y a cette «injustice totale car chez les femmes, il y a très peu de visites», les pères de famille se rendant généralement moins volontiers au parloir que les mères. Ce qui provoque souvent une rupture du lien avec leurs enfants. La possession - illégale - de téléphones portables est donc une alternative «logique», estime l'ancienne chroniqueuse judiciaire, compte tenu du coût des appels passés depuis les lignes fixes en prison, «11 fois plus chers» qu'à l'extérieur.

Mali**Les Chinois font les frais du «jihad» économique**

Au Mali, les jihadistes du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) multiplient depuis plusieurs semaines des attaques contre des sites industriels étrangers, notamment chinois, une tactique pour affaiblir la junte au pouvoir.

Après avoir menacé en juin de frapper les industries étrangères, le groupe, affilié à Al-Qaïda, a attaqué sept sites industriels étrangers au Mali dont six chinois, relève l'American Enterprise Institute.

L'objectif : «forcer des entreprises étrangères» à lui verser des taxes en échange de leur sécurité et «délégitimer le gouvernement malien», analyse cet institut basé à Washington. En août, les raids meurtriers du GSIM dans la région aurifère de Kayes (ouest) se sont intensifiés et ont touché des industries au centre du pays «pour la première fois», souligne à l'AFP un de ses analystes, Liam Karr avec notamment des usines chinoises de sucre visées près de Ségou (centre).

Quelques jours plus tard, un garde a été tué lors d'un assaut contre une mine de lithium exploitée par des Britanniques à Bougouni, dans le sud. «Ce ne sont pas des griefs contre les Chinois, mais plutôt la logique du groupe de porter un coup à l'économie malienne», explique Bakary Sambe, directeur du think tank Timbuktu Institute, à Dakar. «Kayes revêt une valeur stratégique pour le GSIM. La région représente environ 80% de la production

d'or du Mali et sert de corridor commercial vers le Sénégal», premier fournisseur du pays, abonde le groupe de réflexion Soufan Center.

«11 CITOYENS CHINOIS» ENLEVÉS

De fait, selon l'ONU, le GSIM est la «menace la plus importante dans le Sahel». Jeudi soir, il a décrété un blocus sur la région de Kayes et celle de Nioro, frontalière de la Mauritanie, pour empêcher l'entrée de carburant importé, notamment du Sénégal et de Côte d'Ivoire, et menacé les commerçants de brûler leurs citernes ou de tuer les chauffeurs. «Le groupe nourrit toujours l'ambition principale de créer un émirat capable de remettre en cause la légitimité des régimes militaires, de les contraindre à céder leur autorité et d'appliquer la charia», soutient un rapport onusien publié en juillet.

Au moins «11 citoyens chinois» ont été enlevés dans ces attaques principalement dans la région de Kayes, précise M. Karr. La Chine n'a pas confirmé ce nombre mais son ambassade à Bamako «maintient des contacts étroits avec le gouvernement malien» et «ne renoncera à aucun effort pour chercher et secourir les individus kidnappés», selon le ministère chinois des Affaires étrangères.

La diplomatie chinoise ajoute avoir pris des «mesures pour assurer la sécurité» de ses citoyens au Mali. Le GSIM est aussi soupçon-



né de l'enlèvement début juillet de trois employés indiens d'une cimenterie lors d'une attaque armée dans l'ouest. Cette offensive du GSIM «risque de saper les liens commerciaux» du Mali avec la Chine, «l'un de ses plus grands partenaires économiques», prévient l'American Enterprise Institute.

Or, les investissements privés chinois au Mali ont totalisé 1,6 milliard de dollars entre 2009 et 2024, et le gouvernement chinois a investi 1,8 milliard de dollars dans 137 projets depuis 2000, a-t-il calculé. Pékin compte plus que jamais par-

mi les partenaires de premier plan de Bamako depuis l'arrivée au pouvoir d'une junte militaire après deux coups d'Etat en 2020 et 2021.

Le régime, qui mène une politique souverainiste et a tourné le dos à l'ancienne puissance coloniale française, s'est aussi rapproché de la Turquie et de la Russie. La société de sécurité privée russe Wagner, devenue Africa Corps, les blindés chinois et les drones turques aident ainsi le Mali à lutter contre le GSIM et l'Etat islamique au Sahel.

«La Russie est prête à être un fac-

teur de déstabilisation pour renforcer son influence, ce qui est en contradiction avec l'intérêt de la Chine qui recherche la stabilité pour ses intérêts commerciaux», observe Liam Karr. Les attaques du GSIM interviennent au moment où la junte malienne tente elle-même de renforcer son contrôle sur les ressources minières, comme à Loulo-Gounkoto, plus grande mine d'or du pays dont elle a pris le contrôle opérationnel, réclamant à son propriétaire canadien Barrick Mining des centaines de millions de dollars d'arriérés d'impôts.

Les crypto monnaies**Nouveau fléau des arnaques à l'investissement**

Du «dépeçage de cochon» au «tirage de tapis», en passant par la manipulation de cours: les escroqueries liées aux crypto-actifs ont accompagné l'essor du secteur, pour figurer désormais parmi les arnaques à l'investissement les plus répandues des deux côtés de l'Atlantique. Aux Etats-Unis, les crypto monnaies, dont les plus connues sont le Bitcoin, l'Ethereum ou le Tether, ont représenté 26% du total des pertes signalées en 2024 sur les fraudes pour lesquelles le mode de paiement est connu, contre seulement 9% en 2020, selon les données de la Federal Trade Commission analysées par l'AFP. La plupart des victimes ont entre 30 et 60 ans, sont des férus de technologie et recherchent activement des placements financiers, selon le FBI, qui estime à plus 400 millions de dollars les pertes évitées grâce à une opération lancée en janvier 2024.

Sur le Vieux continent, Europol a désigné les crypto-actifs comme le principal vecteur de fraude à l'investissement, alors que l'autorité des marchés financiers relève en France

une «forte concentration» des escroqueries dans ce secteur depuis 2023, selon des propos à l'AFP.

«DÉPEÇAGE DE COCHON»

Les escrocs se font souvent passer pour des «influenceuses» ou des «femmes d'affaires» séduisantes sur les réseaux sociaux, ciblant principalement des hommes, décrit à l'AFP Margaux Frisque, avocate chez d&a partners.

En quête de profits rapides, les victimes se laissent piéger sans vérifier la fiabilité des sites vers lesquels on les oriente, perdant de quelques centaines jusqu'à plusieurs millions d'euros, ajoute-t-elle. Basé sur des relations faussement affectives, ce schéma est couramment appelé «pig butchering», ou arnaque au «dépeçage de cochon». Le terme vient des escrocs eux-mêmes, qui qualifient leurs victimes de «cochons» qu'ils engraisser en les attirant dans de fausses relations romantiques ou amicales avant de les «dépecer» en les poussant à investir dans des mécanismes de

crypto monnaies frauduleux, puis en bloquant les fonds et en coupant tout contact. Interpol estime par ailleurs que le terme «dépeçage de cochon» stigmatise et déshumanise les victimes, lui préférant celui d'«escroquerie aux sentiments».

«TIRAGE DE TAPIS»

«Parfois, des équipes promettent de construire un super nouveau projet. Des gens leur envoient de l'argent, investissent chez eux. Et puis, une fois qu'ils ont récolté tout l'argent, ils disent merci, c'est fini». C'est ainsi que l'avocat Jason Gottlieb de Cohen Morrison résume les «tirage de tapis», les arnaques qui exploitent la confiance des investisseurs dans des projets légitimes en apparence, mais qui sont en réalité bidon.

Ces escroqueries se produisent le plus souvent dans l'univers de la finance décentralisée (DeFi), caractérisée par l'absence d'intermédiaires, explique Sonia Rogez, avocate chez HSF Kramer. Deux des «rug pull» les plus connus se sont produits en 2021: lorsqu'un

développeur s'est volatilisé avec l'équivalent de 2,7 millions de dollars qui devaient être utilisés pour financer un jeu de combat basé sur les NFT (jetons non fongibles) baptisé Evolved Apes; une cryptomonnaie baptisée «Squidcoin» avait flambé dans le sillage de la série Netflix à succès «Squid Game», avant que les initiateurs du projet ne vendent en masse, entraînant entre 2,5 et 3,5 millions de dollars de pertes. Une version plus subtile du «rug pull» consiste à siphonner les fonds d'un investisseur sur une période prolongée en modifiant le smart contract-un code informatique censé sécuriser et automatiser les échanges sans intermédiaire-pour «empêcher la vente ou introduire des frais cachés», précise Me Rogez.

«PUMP AND DUMP»

Fréquentes dans l'environnement des «même coins», classe d'actifs à but purement spéculatif souvent basés sur un même Internet, les arnaques de ce type consistent à faire gonfler («pump» en anglais) artificiellement le cours d'une crypto monnaie pour permettre à un groupe d'initiés de vendre, ou larguer («dump») leurs jetons de manière coordonnée, laissant les investisseurs restants avec de lourdes pertes. Si ces pratiques, réalisables par n'importe qui (contrairement aux «rug pulls», réservés aux créateurs des projets) existent déjà sur les marchés boursiers traditionnels, elles étaient jusqu'à présent atténuées par des règles strictes imposant aux banques et courtiers de surveiller les transactions.

Mais dans l'univers crypto, les intermédiaires humains sont généralement remplacés par la blockchain, un registre décentralisé indépendant des circuits bancaires classiques. «Si on décide de conserver ses crypto monnaies sur un portefeuille dont on détient nous-mêmes les clés, notre niveau d'alerte doit être au maximum», prévient l'avocate Margaux Frisque. «Il faut être ultra informé, ultra préparé et ultra méticuleux parce qu'on est sa propre banque.»

Suède Le rôle des filles dans les réseaux criminels sort de l'ombre



Le rôle des jeunes femmes dans les réseaux criminels de Suède se dessine progressivement: longtemps resté invisible, ce phénomène a fait leurs affaires tout en les rendant plus vulnérables. Loin de l'image de victimes à la merci de ces bandes, de plus en plus de mineures proposent leurs services, y compris de tueuse à gage, sur les messageries chiffrées, constate Ida Arnell, procureure spécialisée dans ces affaires. «J'ai eu un cas impliquant une fille de 15 ans recrutée pour tirer dans la tête. Elle a fait ce choix toute seule. Elle a pu décider du type de mission qu'elle voulait accomplir, à savoir viser la porte ou la tête (de la cible, ndlr). Elle a choisi la tête», explique-t-elle à l'AFP. La jeune femme, qui avait rejoint un réseau local en avril 2024, pensait qu'il s'agissait d'une blague et ne voulait pas se montrer faible, a-t-elle justifié, selon la décision du tribunal consultée par l'AFP.

C'est finalement son co-auteur, un jeune garçon de 17 ans au moment des faits, qui tire dans le cou, le ventre et les jambes de la cible. Les deux tentent de s'enfuir sur une trottinette électrique mais se font arrêter. «Elles doivent se montrer encore plus déterminées et dures (que les garçons, ndlr) pour obtenir le contrat», souligne Mme Arnell. Qu'ils soient garçons ou filles, «de manière générale, les jeunes (mineurs, ndlr) sont assoiffés de sang sur ces messageries», précise-t-elle. Pour elle, cette montée en puissance des jeunes filles va de pair avec le développement de la criminalité organisée en Suède. Le pays peine depuis les années 2010 à endiguer la violence des réseaux criminels désormais qualifiés de «menace systémique» par le gouvernement, après leur infiltration dans des institutions telles que les prisons, les centres éducatifs fermés pour mineurs - devenus des foyers

de recrutement -, la politique et même le système judiciaire. Ces structures sans hiérarchie claire sous-traitent meurtres, fusillades ou agressions, via des contrats passés sur les messageries chiffrées, exécutés par des mineurs payés à la tâche. Les dirigeants, eux, opèrent depuis l'étranger en s'appuyant sur des intermédiaires.

«RÔLE MOTEUR»

«Les filles sont souvent identifiées comme des victimes (...) mais leur participation dans les milieux criminels est plus répandue que ce que l'on a longtemps supposé», affirmait en avril le ministre de la Justice, Gunnar Strömmer, tout en reconnaissant un manque de données. «Les idées reçues sur le rôle des femmes et des filles dans la criminalité font courir le risque qu'elles ne soient reconnues ni comme criminelles, ni comme personnes ayant besoin d'aide pour en sortir», avait-il ajouté. Une étude approfondie sur la nature des crimes commis par les jeunes femmes, ainsi que leur exposition à la violence, est actuellement menée par le conseil de prévention du crime (Bra) qui rendra ses conclusions le 23 octobre 2025. «Elles peuvent jouer un rôle moteur et faciliter les activités criminelles, tout en étant elles-mêmes victimes et en situation de profonde vulnérabilité», explique l'organisation KSAN, regroupant des associations de femmes sur des questions d'alcool et de drogue. Deux tiers des filles ayant commis des infractions liées aux stupéfiants ont aussi subi des violences sexuelles, souligne l'organisation, dans un rapport publié en mars. «Une grande majorité ont un problème d'addiction aux drogues et portent en elles un traumatisme pas encore surmonté», relève Maria Ljuslin, co-auteur du rapport de KSAN. Mais il existe que très peu de données et d'études sur la place des femmes

dans cet environnement, admet auprès de l'AFP la police nationale. Cela leur permet de passer sous les radars des autorités suédoises, une aubaine pour les gangs.

CENTAINES DE CLIENTS

Née d'une mère dépendante à l'amphétamine et d'un père incarcéré quand elle était enfant, Natalie Klockars a 19 ans lorsqu'elle se lance dans le trafic de drogue, d'abord pour financer sa dépendance au cannabis. «Au bout d'un mois, j'avais plus de 300 clients. Quelques mois plus tard, j'en avais 900 et à partir de là, j'ai cessé de compter», raconte la jeune femme de 28 ans, lors d'une rencontre avec l'AFP dans un parc du centre de Stockholm.

«Beaucoup étaient fascinés par le fait que je sois une fille. C'est ce qui a fait circuler mon numéro». «J'inspirais confiance (...) personne ne me soupçonnait, je m'habillais à peu près comme je le suis aujourd'hui», dit Natalie, débordante d'énergie, en montrant sa tenue, jean moulant et haut marron. Pendant quatre ans, elle développe discrètement son activité, recrutant des filles et accédant à une clientèle-médecins, infirmières, professeurs à faire pâlir ses concurrents. Mais à l'euphorie de l'argent facile, succède la violence. A 23 ans, tout juste enceinte, Natalie renonce à récupérer 3 kg de drogue chez son fournisseur, ayant appris qu'elle allait se faire voler. De jeunes garçons se présentent à sa porte et l'emmènent, en pyjama, en forêt. Elle voit son meilleur ami à genoux, un pistolet contre la tempe. Natalie est paralysée. «Va-t-il mourir ou vais-je faire une fausse couche à cause de ce stress?», se demande-t-elle alors. Son ami est finalement épargné. «J'ai compris que ce n'était pas la vie que je voulais offrir à ma fille», dit la jeune femme, qui a cessé toute activité le jour de sa naissance.

CONDOLÉANCES

M. CHEURFA Lakhdar et l'Ensemble du personnel de SO. DI PRESSE
présentent leurs sincères condoléances à la famille **BENYAMINA**,
et le personnel du Quotidien d'Oran, à la suite du décès de
BENYAMINA Chahida et les assurent de leurs profondes compassions.
Puisse Dieu Le Tout-Puissant accueillir la défunte en Son Vaste Paradis.



SPA BORDJ STEEL
CONSTRUCTION METALLIQUE & CHAUDRONNERIE - GALVANISATION A CHAUD
PEINTURE & SABLAGE - PANNEAUX SANDWICHES & TOLES NERVURÉES
SPA Au capital social de 2 694 000 000 DA



Appel d'offre National Restreint N°01/DG/DC/SM/2025

Objet : Montage d'un Hangar au profit d'un client.

NIF : 001234 046 44 1994

La Société Par Action SPA BORDJ STEEL, lance un Appel d'Offres National Restreint Portant sur le Montage d'un Hangar au profit d'un client

Le dossier d'Appel d'Offres peut être retiré à titre gratuit auprès du Siège de SPA BORDJ STEEL, Service des Marchés, sis à : N°01 Lieudit Mechta Fatima Commune El Hammadia Wilaya de Bordj Bou Arreridj ou par E-mail : marches@bordjsteel.dz par tout candidat intéressé et qualifié dans le domaine du montage de la charpente métallique et panneaux sandwichs dès la parution du présent avis aux ALGERIA TENDERS, BAOSSEM et journaux, contre présentation de la copie de registre de commerce et le certificat de qualification et classification professionnelles s'il existe.

Le délai pour le retrait du dossier de l'appel d'offres, et la préparation des offres est fixé à : Vingt et un (21) jours à compter de la date de parution du présent avis aux journaux

Le dépôt des offres sera au dernier jour du délai de préparation des offres dans le cas où ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, le délai de préparation des offres sera prorogé au jour ouvrable qui suit.

La séance d'ouverture des plis des offres techniques et offres financières se fera en seule étape au Siège de la SPA BORDJ STEEL

Les offres techniques et les offres financières, constituant la soumission, doivent être insérées dans des plis intérieurs scellés, séparés et placés dans un seul pli extérieur anonyme et scellé portant les indications suivantes :

« SOUMISSION A NE PAS OUVRIR »

SPA BORDJ STEEL

Appel d'offre national Restreint N°01/DG/DC/SM/2025

Objet : Montage d'un Hangar au profit d'un client.

Les offres doivent être déposées au siège de SPA BORDJ STEEL Service des Marchés sis à l'adresse suivante : N°01 Lieudit Mechta Fatima Commune El Hammadia Wilaya de Bordj Bou Arreridj

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une période de 120 Jours à compter de la date d'ouverture des plis.

Directeur Général

01 Lieudit MECHTA FATIMA BP11 ELHAMADIA, Bordj Bou Arreridj, Algérie.
R.C N° : 1280464419 / NIS N° : 001 234 110 006 762 / NIF N° : 001 234 046 441 994 / ART N° : 34 110 402 991
E-MAIL : info@bordjsteel.dz / SITE WEB : www.bordjsteel.dz / Mob : +213 7 70 35 66 86

ANEP N° 252100598

Le Quotidien d'Oran 07/09/2025

APARTEMENTS

■ La résidence El-Himma vous propose 23 apparts F4, 115/145 m² et F3, 92 m², équipés de luxe au front de route, à côté de la daïra d'Oran et mosquée Ibn Badis, cité Djamel, 7 étages, ascenseur, parking s/sol ou stationnement à l'extérieur - Tel : 0660.37.41.32 - 0542.68.15.04

■ A vendre des F4, 140 m², de luxe, 5^e et 6^e étages, ascenseur immeuble de 7 étages, 2 par palier à Fernand-ville, à côté Mosquée El Kods - Tél : 0775.10.76.28

EMPLOIS

■ Offres d'emploi: Recrute technicien supérieur en froid et climatisation. Profil recherché : Formation de TS en froid et en électricité, maîtrise O/Info et français de 03 ans min, résidant à Oran, Mission principale : mis en service, dépannage, maîtrise des groupes froids. Merci d'envoyer CV : contact@cime-dz.com

LOCAUX

■ A Vendre local de 20,60 m², avec sanitaires, 2 façades à Yaghmoracen, Oran, acté + livret foncier - 0659.73.24.53

■ A louer Rdc, 150 m², avec mezzanine + 2 étages, à ORAN Ouest, situé face grand carrefour, bien fréquenté, avec aire de stationnement plusieurs véhicules ; idéal pour banque, assurances et autres - Tél : 0771.75.93.12

VILLAS

■ Vds MM, R+1, 300 m², 16 m façade. Rdc : gd sal, 4 pces, aérées, garage + gde cour avec 1 pce /1^{er} : piliers entourage. Actée + LF, à l'entrée de Hassi Bounif Oran - Tel : 0696.04.93.23-0542.84.28.72 Prix Ap visite

fDon de sang Algérie

Donner son sang, c'est sauver une vie



التبرع بالدم الجزائر
أنقذ حياة بقطرة دم

Vend ensemble de rayonnages lourds (Racking importation) : 12 m de haut /650kg par m².

Disponible pour un espace de stockage
de l'ordre de 1.300 m². Très bon état.

Contact / mail : norc.activ25@gmail.com

Tel: 0658 54 00 45 / 0675 68.76.97



2

20.05 Je verrai toujours vos visages

10.55 Parole inattendue
11.11 Tout le monde veut prendre sa place
11.55 Journal
12.20 13h15, le dimanche
13.10 C'est bon à savoir
13.15 13h15, le dimanche
14.10 Affaires sensibles
15.05 Un dimanche à la campagne
16.35 Rugby : Coupe du monde féminine
19.00 Journal
19.30 20h30



À Paris, dans les locaux de l'institut français pour la justice restaurative, une dynamique complexe s'instaure sous la supervision de Paul. Fanny (Suliane Brahim) et Michel (Jean-Pierre Darroussin), deux bénévoles dévoués, se préparent à animer un atelier délicat, réunissant des criminels et leurs victimes. Leur but est de créer un espace de dialogue, propice à la compréhension et à la réconciliation. Ayant la première session, ils rencontrent Judith (Élodie Bouchez),...
22.05 La réparation

3

20.10 Brokenwood

09.20 Nous, les Européens
09.55 Outremer. l'info
10.10 Dimanche en politique
11.30 ICI 12/13
11.55 La vie à vélo
12.35 Vivement dimanche
14.35 Rugby : Coupe du monde féminine
16.45 Champions d'exception
17.05 Questions pour un champion
18.10 19/20
Météo Régionale
19.05 Stade 2



Saison 10 - Ep 1 : Brokenwoodosaurus
Dans la petite ville de Brokenwood, l'enthousiasme est à son comble lorsque Maggie Sturridge (Fern Sutherland) découvre un fragment osseux fossilisé appartenant à un Titanosaurus, ce qui propulse la commune vers un avenir prometteur en tant que centre néo-zélandais de recherche paléontologique. Les ambitions de développement touristique autour de cette découverte captivante créent une atmosphère d'excitation et d'espoir, un véritable rêve de grandeur pour les habitants.

4

20.00 Tant qu'il y a de l'amour

08.56 Bluey
10.45 Mission info
10.55 Manger, bouger, dormir
10.59 Les Croods
12.25 Un jour, une question
15.30 Fort Boyard
17.35 Le jugement de Rouge et Blanche
17.40 Okoo-koo
18.10 Black
Legends : le musical
19.55 Consomag



Jean vit avec Marie, la femme qu'il aime depuis 30 ans. Mais ce quinquagénaire est également épris d'une jeune femme, Inès, et l'avoue à son épouse. De son côté, Marie s'est entichée d'un pharmacien et demande à Jean de la laisser partir. Ce dernier refuse car il aime bien son quotidien : sa jeune maîtresse... l'après-midi et sa femme... le soir ! Au bout du rouleau,...
21.40 Le canard à l'orange

5

arte

TMC

11.00 Une maison, un artiste
11.30 C à vous
13.35 Immortel Nougaro
15.00 Elisabeth II, histoire d'un couronnement
16.00 Apocalypse : la guerre des mondes 1945-1991
16.55 Les trésors du Paris des Années folles
19.00 Maisons et hôtels de légende
19.40 Imprévus
20.00 Dans le portable des présidents
21.25 Une maison, un artiste
21.55 De Gaulle, la bombe à tout prix !

09.00 Vietnam, une maîtresse d'école au sommet
09.45 Cuisines des terroirs
10.15 A la croisée des fleuves
11.45 Quand l'histoire fait dates
14.45 Piaf, sans amour on n'est rien du tout
15.45 A la croisée des fleuves
16.30 «Les Ambassadeurs», la face cachée du monde
17.25 Fête chorale à Nuremberg
18.45 Arte journal
19.05 Nastassja Kinski, une vie à soi
21.35 Natalie Portman

08.15 Le bétisier de l'été
11.28 Petits plats en équilibre
11.30 Animaux à adopter
19.00 Les mystères de l'amour
20.15 Esprits criminels
Esprits criminels Code d'honneur



CINE + FRISSEON 19.50

Le tableau volé

André Masson (Alex Lutz), commissaire-priseur au sein de la prestigieuse maison de vente Scottie's, vient de réaliser une acquisition prometteuse avec sa stagiaire Aurore. En examinant un mystérieux courrier, il découvre qu'un tableau de valeur inestimable a été retrouvé dans la cave de Martin Keller, un ouvrier chimiste de Mulhouse. Intrigué par cette découverte, André décide de se rendre sur place, accompagné de son ex-épouse, Bertina. À leur arrivée, ils sont accueillis par la famille Keller, assistés par leur avocate, Suzanne Egerman (Léa Drucker).



CANAL+ family 19.50

LE LION

Dans un hôpital psychiatrique, le docteur Martin (Dany Boon) est confronté à Léo Milan (Philippe Katerine), un patient qui prétend être un espion d'une organisation secrète. Léo, avec ses idées délirantes, est persuadé que des dangers guettent Louise (Anne Serra), la fiancée du médecin, qu'il aperçoit à travers la fenêtre, à bord d'une camionnette de fleuriste. Lorsqu'elle est enlevée dans des circonstances mystérieuses, Martin se trouve déchiré entre ses responsabilités professionnelles et son désir de protéger celle qu'il aime. Dans un acte désespéré, il décide d'aider Léo à s'évader, alors que ce dernier est sur le point d'être transféré dans...



CINE + PREMIER 19.50

THE WANDERING EARTH II : LA FIN DES TEMPS

Au milieu du XXIe siècle, la Terre est confrontée à une crise sans précédent : l'activité solaire devient instable, menaçant d'éradiquer toute forme de vie dans un futur proche. Face à cette catastrophe imminente, les nations du monde entier unissent leurs forces pour établir une gouvernance planétaire capable de gérer la situation. Les meilleurs esprits scientifiques et ingénieurs sont mobilisés pour concevoir un projet audacieux : un système de propulsion colossal, destiné à propulser la Terre hors de son orbite actuelle et vers un système stellaire plus sûr.

TÉLÉVISION

TF1

19.50 Intouchables



09.05 Automoto
10.00 Téléfoot
10.50 Les douze coups de midi
11.50 Petits plats en équilibre
11.55 Météo
12.00 JT 13h
12.40 Grands reportages
13.50 Reportages découverte
15.10 Les Docs du week-end
16.20 Sept à huit Life
17.20 Sept à huit
18.50 Les nouveaux modèles
18.55 Météo
19.00 JT 20h
19.45 TF1, rendez-vous sport

Driss (Omar Sy), un jeune homme tout juste sorti de prison, fait face aux attentes de sa mère, qui désespère de le voir trouver une direction dans sa vie. Pour montrer qu'il est à la recherche d'un emploi, il se présente par dépit à l'hôtel particulier de Philippe (François Cluzet), un aristocrate devenu tétraplégique suite à un accident de parapente. Malgré leurs différences sociales et leurs expériences de vie opposées, Philippe, désenchanté par son état et par la vie, est immédiatement intrigué par l'audace et le franc-parler de Driss.
22.15 Spy

6

20.10 Capital



09.25 Turbo
11.30 Sport 6
11.45 Le 12.45
12.30 Un jour, un doc week-end
16.10 66 minutes



17.40 66 minutes : grand format
18.45 Le 19.45
19.20 Le 2020, Anne-Sophie Lapix
19.35 E=M6

Les trois enseignes de grande distribution Lidl, Carrefour ou Lidl dépensent des milliards d'euros tous les ans afin d'offrir les réductions les plus séduisantes possibles aux détenteurs de leur carte de fidélité. Cette stratégie a pour objectif de toujours faire revenir des consommateurs de plus en plus volatiles. Les champions du discount Normal et B&M, quant à eux, offrent des prix toujours plus bas sur les produits d'hygiène.
22.15 Enquête exclusive

CANAL+

20.05 Rugby : Top 14 Clermont-Auvergne / Toulouse



La 1re journée de Top 14 offre une affiche entre Clermont et le triple champion de France en titre, le Stade Toulousain. Grâce aux performances exceptionnelles de leur arrière Thomas Ramos la saison dernière, les Toulousains espèrent repartir de plus belle pour ce nouvel exercice 2025/2026. Avec leur armada offensive et défensive, les Rouge et Noir sont logiquement favoris à leur propre succession.
22.07 Canal Rugby Club le débrief
22.29 Au micro ! Une nouvelle voix pour le foot

PLANETE +

TFX

W9

08.38 American Pickers, la brocante made in USA
11.43 Au bonheur des dames
13.12 Juan Carlos : la chute d'un roi
14.49 Paris, une histoire capitale
16.43 Les secrets des hommes de Lascaux
18.22 American Pickers, la brocante made in USA
19.55 Enquête sur les trésors enfouis de Notre-Dame
21.20 Champs-Élysées
22.15 Le génie des bâtisseurs

08.03 Top Info
08.05 Cleaners les experts du ménage
11.50 Rugby : Coupe du monde féminine
16.10 Friends
18.56 Petits plats en équilibre
19.00 Friends
20.10 Greenland, le dernier refuge



22.20 Chroniques criminelles

08.40 Génération Hit machine
09.40 HDM . L'hebdo de la musique
11.50 Scorpion
15.30 La petite histoire de France
20.10 Nous finirons ensemble



22.40 Les petits mouchoirs

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

Horizontalement:

1. Prélude à une partie de billard.
2. Vieille carcasse. Teintes.
3. Mauvais plan urbain. Cavité naturelle.
4. Renie (se).
5. Coupe le pâté. Coulée de lave à Hawaii. Examen médical.
6. Plant d'ensemble.
7. Eprouvés. Texto.
8. Clair obscur. Dit.
9. Etalages.
10. Connues par leur adresse. Marron ou chocolat.

Verticalement:

- A. Transports qui ne mènent pas loin.
- B. Possessif. A qui mieux mieux (à l').
- C. Elles sentent leur pousser des zèles.
- D. Note de musique. Conjonction.
- E. Sont à consulter en cas de feu.
- F. Aller à condition.
- G. Disciple de Vulcain. Ramasse-miettes.
- H. Fleur. Feu recommandable quand il est triste !
- I. Portent bagages.
- J. Préposition. Bout de temps. Mis en lieu et place.

N	O	I	T	I	B	M	A	E	G	A	S	E	R	P
N	O	S	S	E	T	N	E	M	E	R	A	G	E	C
O	D	E	R	C	N	T	N	E	M	E	S	I	G	H
I	N	E	U	N	E	S	A	N	E	D	A	C	I	A
T	O	C	O	O	M	R	U	E	D	R	U	O	L	T
A	I	N	Z	I	E	E	B	O	E	A	O	G	E	I
L	T	A	A	T	R	N	E	N	E	N	A	R	T	E
U	A	T	Z	N	I	I	R	S	A	I	E	E	V	R
T	T	E	I	E	A	E	T	I	N	R	E	T	A	M
I	I	P	Z	M	T	P	P	L	A	N	N	N	I	E
P	D	S	A	S	N	A	L	I	A	I	S	O	N	G
A	E	U	N	A	O	N	T	R	L	O	V	I	C	N
C	M	O	I	V	L	I	C	E	H	N	M	P	R	A
E	C	R	E	O	O	E	F	C	E	I	R	E	E	F
R	E	G	A	N	V	R	E	L	U	C	S	U	O	B

AMBITION – AUBE – BOUSCULER – CADENAS – CONSTERNER – CREDO – ECHO – ECRAN – EGAREMENT – ENVOI – FANGE – FEEIRE – FELIN – GAIN – GILET – GISEMENT – LIAISON – LOURDEUR – MATERNITE – MEDITATION – MENTION – MINE – NAGER – NEON – OGRE – PANIER – PEINER – PIANO – PION – PLAN – PRESAGE – RECAPITULATION – ROUSPETANCE – SAVON – SEAU – TESSON – TIARE – VAINCRE – VOLONTAIREMENT – ZAZOU – ZIZANIE.

Les 7 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :
- Mon 1er est un animal domestique.
- Mon 2e se marre.
- Mon 3e est une règle de dessinateur.
Mon tout est un bienfait envers les pauvres.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
L	A	S										
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

10	2	6	8	4	6	6	7	9	5			
4	8	9	5				7	6	6	9		
13	4		7	1	3		8	2	6			
3	13		14	9	2	12	9		9			
10	5	9	9		3	9	5	8				
4	3	8		2		2	9	5	9			
13		2	8	8	9	6	8	7	16			
3	3		9	5		8	3		16			
	14	4	8	9		3		10	5			
5	2	3	9		6		14	5	4			
7	10	7		3	2	16	5	2	6			
3	7	9	12	9		4	7	6	8			
	9	5	5	2	8	13	11		9			
8	13		4	13	7		9	8	9			
2	15	9	3		5	13	3	9	3			

Jeux proposés par Chérifa Benghani

DONNER SA LANGUE AU CHAT MOITIÉ									TETE COURONNEE UN DE CES JOURS !
		PETIT NOM HABITUÉ DU CERCLE							
	BOITE POSTALE BECOT			DEMI TOUR COUPA AVEC DES DENTS					
					ARTICLE MARIERA NOTE			VOUS L'EN VOYEZ RAVIE !	
BASSE- COUR EN COMPAGNIE DE									
				CONTRACTÉ VENIR PRES, PLUS PRES			IVROGNE BOUGIE		
		INFINITIF REELS SAPER, FRINGUER			HELIUM CHOPÉ TRACAS			POSSESSIF COUP DE POKER !	
								ELLE EN FAIT DU PROPRE !	
				NOUER POINT DE VUE					
				SERVICE APRES- VENTE SODIUM		APPRIIS CUIVRE TRAIN AVANT			
	ORIENT DESOEUVRE, IL SE CROISE LES BRAS								
ESCALADER, MONTER								NULLE PART AILLEURS	

			3	6	1				
	8			9	2				
9						4			
4	3						2		
1		9		7					
2	7		9	4	6	5			
	6		1	2	8	9			
8					9	3		1	
					4	2		7	

LES SOLUTIONS

FLECHES N°9363

P	I	S	T	O	N	N	E	R
O	N	T	R	E	E			E
R	C	R	A	T	P	C		
T	O	T	A	L	P	U	R	
E	M	O	I	B	L	E	U	
B	P	L	A	A	R	T		
O	E	I	L	L	E	T	E	
N	T	E	L	S	A	M		
H	E	T	R	E	S	S	E	
E	N	A	S	E	C	N		
U	T	R	P	R	E	T		
R	P	A	R	T	I	R		

CROISÉS N°9363

L	A	B	Y	R	I	N	T	H	E
A	E	R	E	E	S	O	A	P	
S	U	A	T	B	N	I			
S	V	I	T	A	L	I	T	E	
I	S	O	B	R	A	Q	U	E	
T	O	U	R	D	R	U	E		
U	R	A	V	A	G	E	E	S	
D	U	E	S	G	U	S	U		
E	S	E	N	E	E	P	I		
A	G	R	E	S	S	I	V	E	

SUDOKU N°9363

9	3	4	5	2	8	7	1	6
5	6	1	3	7	4	2	9	8
8	2	7	9	6	1	3	4	5
7	4	5	2	9	6	8	3	1
2	1	8	7	4	3	6	5	9
3	9	6	1	8	5	4	2	7
4	7	3	6	1	9	5	8	2
1	5	2	8	3	7	6	9	4
6	8	9	4	5	2	1	7	3

CODÉS N° 9363

1	P	2	R	3	I	4	T	5	E	6	L
7	S	8	A	9	N	10	O	11	U	12	D
13	M	14	V	15	B	16	G	17	X		
19	20	21	22	23	24						

FOUILLIS N° 9363:
FANTASTIQUE
(Fan - Tasse - Tic)



10 ERREURS



Raid dans une usine américaine



Plus de 300 des 475 personnes arrêtées jeudi aux Etats-Unis dans une usine de batteries pour automobiles sont de nationalité sud-coréenne, a estimé samedi le gouvernement de Séoul, exprimant sa «profonde préoccupation».

«Plus de 300 seraient nos ressortissants», a déclaré le ministre sud-coréen des Affaires étrangères Cho Hyun lors d'une réunion d'urgence sur le sujet.

«Nous sommes profondément préoccupés et ressentons une lourde responsabilité sur ce sujet», a poursuivi le ministre. Cho Hyun s'est dit prêt à se rendre à Washington si nécessaire pour y rencontrer les autorités.

La police de l'immigration américaine a annoncé vendredi avoir mené jeudi un raid dans une usine de fabrication de batteries pour automobiles des groupes sud-coréens Hyundai et LG Energy Solution à Ellabell, dans l'Etat de Géorgie (sud-est), soupçonnées de travailler illégalement aux Etats-Unis.

Selon Steven Schrank, un agent du service d'enquêtes du ministère américain de l'Intérieur, l'arrestation de ces 475 personnes constitue «la plus importante opération des forces de l'ordre sur un même site de toute l'histoire du service des Enquêtes sur la sécurité intérieure».

Au Burundi, le N°2 de l'ambassade belge expulsé



Le directeur de l'agence de coopération belge Enabel au Burundi sera prochainement expulsé pour avoir posté sur ses réseaux sociaux la Une d'un journal en ligne sud-africain caricaturant les pénuries de carburant qui frappent le pays, a-t-on appris vendredi de sources diplomatiques.

«L'ambassade de Belgique a reçu une correspondance du ministère des Affaires étrangères du Burundi hier (jeudi) qui déclare non persona non grata le directeur pays d'Enabel-Burundi, David Leyssens, et l'enjoint de quitter le pays sous 48 heures», a annoncé une source diplomatique européenne à Bujumbura.

Selon cette source, il est reproché à M. Leyssens, qui a un statut de diplomate et fait office de numéro 2 de l'ambassade belge, d'avoir posté sur ses réseaux sociaux la Une d'un article critique de l'hebdomadaire sud-africain The Continent sur la pénurie de carburant au Burundi.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Six routiers sénégalais enlevés par des «jihadistes» qui veulent asphyxier Bamako



Des jihadistes présumés ont enlevé jeudi dans l'ouest du Mali six chauffeurs routiers sénégalais dans le cadre d'une stratégie visant à asphyxier Bamako, ont indiqué vendredi à l'AFP un syndicat de transporteurs et le gouvernement sénégalais.

Des jihadistes du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) ont annoncé

mercredi soir un «blocus» dans l'ouest du Mali, par où transitent la majorité des biens qu'importe ce pays enclavé depuis le Sénégal, notamment du carburant.

«Six de nos compatriotes sénégalais (...) ont été enlevés au Mali par des groupes jihadistes», a indiqué l'Union des transporteurs routiers du Sénégal (URS), un des principaux

syndicats de ce secteur, dans un communiqué vendredi.

«C'est confirmé», a déclaré à l'AFP le porte-parole du gouvernement sénégalais, Moustapha Njekk Sarré.

Les six routiers enlevés sont «deux conducteurs et quatre apprentis», kidnappés jeudi sur un axe routier de la zone de Kayes, a détaillé le responsable de l'URS Gora Khouma.

Le Mpox ne constitue plus une urgence de santé publique de portée internationale

La propagation du Mpox en Afrique ne représente plus une urgence de santé publique de portée internationale, a déclaré vendredi l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Un comité d'urgence de l'OMS se réunit tous les trois mois pour évaluer l'épidémie de Mpox. «Hier, ils se sont de nouveau réunis et m'ont conseillé que, selon eux, la situation ne constitue plus une urgence sanitaire de portée internationale. J'ai accepté cet avis», a affirmé Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur général de l'OMS, lors d'un point de presse. «Cette dé-

cision est basée sur la baisse continue du nombre de cas et de décès en République démocratique du Congo et dans d'autres pays touchés, dont le Burundi, la Sierra Leone et l'Ouganda», a expliqué le chef de l'OMS. «Nous avons également une meilleure compréhension des facteurs de transmission, des facteurs de risque de gravité, et les pays les plus touchés ont développé une capacité de réponse durable», a-t-il ajouté.

Cependant, la levée de la déclaration d'urgence ne signifie pas que la menace est terminée, «a toutefois souligné l'OMS.



EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

MACRON, LE DOS AU MUR

à une situation tarabiscotée où la France a toutes les chances de se noyer.

La perspective d'un blocage de l'activité économique du pays annoncé pour le 10 septembre, suivi le 18 par une grève générale et des manifestations décidées par l'ensemble des organisations syndicales démontrent que le pouvoir actuel parisien s'applique à s'exercer à une musique inaudible pour les populations françaises de toutes tendances.

On voit, dès lors, mal comment une nouvelle personnalité choisie réussirait à faire fléchir la bourrasque sociale à venir, là où quatre successifs

chefs de gouvernement ont échoué.

On parle d'un nouveau Premier ministre issu de la gauche. On indique un choix porté sur un technocrate puisé hors des champs politiques. On signale aussi des visées sur des personnalités d'une neutralité politique évidente. A l'opposé on ira même à suggérer le choix porté sur un certain Retailleau dans une tentative d'amadouer l'appétit grandissant de l'extrême droite. Mais l'impossibilité de trouver un messie sauveur atteste que la partie pour le président français est bel et bien finie.

Emmanuel Macron a le dos au mur feignant de ne pas comprendre que son règne est décrié par 9 Français sur dix. C'est comme s'il convoquait l'histoire pour que ses sujets soient soumis à lui rappeler la prise de la Bastille.

Le choléra reste le principal problème de santé publique en Afrique



Le Centre africain de contrôle et de prévention des maladies (CDC Afrique) a averti que le choléra demeure le principal problème de santé publique en Afrique en termes de nombre de cas et de décès.

Quelque 23 pays africains touchés par le choléra ont signalé un total de 239.754 cas et plus de 5.274 décès associés depuis le début de cette année, avec un taux de létalité de 2,2%, a indiqué un responsable au CDC Afrique, Yap Boum II, lors d'une conférence de presse en ligne.

Les données de l'agence de santé spécialisée de l'Union africaine montrent que le nombre de décès dus à l'épidémie de choléra dans plusieurs pays d'Afrique en 2025 avait dépassé celui de l'année dernière, qui était de 4.725.

«C'est beaucoup plus que ce que nous avons connu en 2024 en termes de nombre de décès. Au total, 23 pays sont actuellement touchés, ce qui souligne la nécessité d'une approche multisectorielle plus forte», a dit M. Boum II.